

notre nouvelle enquête : **RÉFORMES A LA CHAÎNE**
LE TRAVAIL A LA CARTE voir p.9

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 3
DIMANCHE 4 AVRIL

1 F 50

N° 152

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Moyen Orient

- **LIBAN** : cessez le feu appliqué
- **PALESTINE OCCUPÉE** : Des candidats fantoches n'osent pas se présenter aux municipales

voir p. 7

*Aujourd'hui, à Béziers
et à Carcassonne, dans tout
le Midi viticole*

OUVRIERS ET PAYSANS MANIFESTENT CONTRE LA REPRESSION

Conseil européen à Luxembourg **L'ECHEC DE GISCARD**

Echec du sommet européen de Luxembourg ! Tous les commentateurs sont d'accord pour tirer cette conclusion, après que les 9 se soient séparés hier sans même avoir pu s'entendre sur la rédaction d'un communiqué commun. C'est la première fois qu'une telle chose se produit ! Giscard d'Estaing qui avait investi dans cette réunion une part importante de son projet européen, enregistre ainsi un échec cuisant : il avait même pris l'initiative à la veille du sommet de développer lui-même le tableau de « l'Europe en marche » à la télévision. En fait d'Europe en marche, c'est bien une Europe bloquée qui s'est exhibée hier à Luxembourg. Ainsi, une fois de plus, les discussions ont confirmé deux tendances assez nettes dans l'Europe aujourd'hui : le poids grandissant des désaccords et le rôle de plus en plus nettement dominant pris par l'Allemagne de l'Ouest dans cette Europe. Aucune avancée sur les trois points à l'ordre du jour.

suite p.3



- **L'euthanasie en question** p. 6
- **Bourgogne-Électronique : une jeune ouvrière dans la lutte** p. 5
- **Djibouti : quel parti pour l'indépendance ?** p.12

La mobilisation des viticulteurs dans le midi viticole reste très grande. Jeudi, ils étaient 10 000 dans les rues à Carcassonne à exiger la libération d'Albert Tesseyre, arrêté le matin même, par un commando de policiers. Hier, dans chaque canton, des centaines de viticulteurs se sont réunis en prélude aux grandes manifestations d'aujourd'hui, à l'appel des organisations viticoles et des syndicats CGT-CFDT.

Les viticulteurs soutenus par les autres travailleurs manifesteront à 18 heures à Béziers et à Carcassonne. L'opération coup de poing contre les viticulteurs a donc été un échec pour le gouvernement qui n'a pas réussi à les intimider, à isoler les plus combattifs. La grande masse des petits viticulteurs a répondu présent à l'appel de leurs organisations. Le midi viticole ressemble à un territoire occupé avec un déploiement impressionnant de flics en tous genres : il y en a 20 000 qui occupent les lycées, les colonies de vacances, prêts à intervenir. Dans Béziers, des chevaux de frise auraient été dressés. Malgré cette gigantesque opération d'intimidation, il ne fait pas de doute que les viticulteurs et les travailleurs du midi seront des dizaines de milliers aux manifestations d'aujourd'hui contre la répression qui les frappe pour leurs revendications, pour la libération d'Albert Tesseyre dont la garde à vue a été prolongée bien que la police ait du admettre que ce n'était pas lui qui avait abattu le CRS Legoff.

LIP PLUSIEURS CENTAINES D'EMPLOIS MENACÉS PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

VOIR p.4

MADRID, BARCELONE MALGRÉ L'INTERDICTION, LES MASSES SERONT DANS LA RUE

Interdire à la fois une manifestation « de gauche » et une manifestation « de droite » est un « jeu de balance » que le gouvernement fasciste de Juan Carlos n'est pas seul à pratiquer ; en France aussi, nous connaissons cela. Mais qui peut encore tromper ce jeu plus qu'écoulé ? En réalité, ce que le gouvernement de Juan Carlos veut empêcher à tout prix, c'est la mobilisation des masses qui exprime avec une force accrue leur rejet des manœuvres de replâtrage du fascisme. En réalité, ceux que le fascisme emprisonne, ceux sur qui il tire, ce sont les peuples d'Espagne en lutte pour les libertés démocratiques. Ce sont, avant-hier, 4 des signataires de la « Coordination Démocratique » qui ont été arrêtés, ce sont des militants syndicalistes qui sont détenus, ce sont des fils du peuple qui sont assassinés, c'est le peuple qui a faim.

Mais les responsables des massacres de Vitoria et d'ailleurs sont toujours en place ; et pour cause, ils sont au pouvoir ! mais les responsables des tortures du journaliste Martinez Solar courent toujours, et pour cause !

Une manifestation des « ultras » et une manifestation des forces démocratiques prévues pour le 3 avril à Barcelone et à Madrid ont été interdites par le gouvernement de Juan Carlos. L'équilibre n'est qu'apparent.



VOIR p.7

ENQUÊTE

LA MEDECINE A LA CHAÎNE

(6) LES TRAVAILLEURS PRENNENT EN MAIN LA LUTTE POUR LEUR SANTÉ

A plusieurs reprises déjà, les travailleurs ont engagé des luttes contre la politique sanitaire de la bourgeoisie, pour imposer des conditions de soins correctes. Parfois, ces luttes réalisent l'unité entre le personnel sanitaire et les travailleurs de la région ou du quartier.

POUR UNE MAISON D'ENFANTS

Ainsi en 1972 à Besançon : le préventorium de Brégilles est contrôlé par Gabriel Mathey, responsable régional du CNPF et qui a la haute main sur 90% du commerce d'alimentation de la région.

Le préventorium est un internat pour enfants tuberculeux ; la régression de la tuberculose amène le personnel à proposer la reconversion en maison d'enfants. Mais la direction décide de reconvertir le préventorium en maison de convalescence pour adultes, ce qui est plus avantageux pour elle, car cela nécessite moins d'équipement, et un personnel moins nombreux et moins qualifié ; enfin, le prix de journée est nettement plus élevé !

Par contre, pour le personnel, cela signifie déqualification, baisse des salaires, et licenciements. Surtout, cela ne répond pas aux dramatiques besoins de la région en

maisons d'enfants. Pour empêcher les travaux de transformation en maison de convalescence, la section CFDT lance la grève avec occupation. Un comité de soutien est créé. Une enquête sur les besoins en maisons d'enfants est lancée, malgré la DAS (Direction de l'Action Sanitaire) qui interdit à

son personnel de donner des informations. L'action est étendue aux supermarchés contrôlés par Mathey, où il y a des grèves qui jouissent du soutien des ménagères. Une manifestation réunit 1500 personnes. Un débrayage a lieu à Lip. 35 médecins signent une pétition pour la maison d'enfants...

Dans la cité de Grande-Synthe, où logent de nombreux travailleurs d'Usinor Dunkerque, des pétitions et des manifestations ont lieu pour obtenir une clinique sur place : actuellement, il faut souvent aller jusqu'à Lille pour se faire hospitaliser !

A Schirmeck, la fermeture de l'unique clinique de la vallée de la Bruche signifie que pour les 20.000 habitants de la vallée, il faudra maintenant faire 50 kilomètres, jusqu'à Strasbourg, pour se faire hospitaliser ! Une pétition recueille 8000 signatures, une manifestation rassemble 1000 personnes le jour de «l'opération ville-morte» : la lutte pour la réouverture de la clinique continue.

A Paris, dans le 19^e, le personnel du centre de Protection Maternelle et Infantile de la rue Clavel, lutte, avec le soutien des travailleurs du quartier, contre la fermeture du centre.

« UNE PANSEUSE NE PENSE PAS »

Etant élève infirmière à l'hôpital du Havre, j'ai découvert à quel point les malades, la plupart d'origine ouvrière sont là aussi, considérés comme des machines et des objets.

Pour le médecin qui fait sa visite, le malade à examiner n'est ni un homme, ni une femme, ni un enfant, mais un numéro. En fait, ils sont là pour qu'on les répare, pour qu'ils puissent repartir bosser le plus tôt possible. A l'école, quand on commence à étudier une maladie, on commence par dire par exemple «la tuberculose est un fléau social, elle est responsable de 35% des absences au travail» ! Nous, on a vraiment l'impression que pour le médecin, c'est ce qu'il y a de plus important, alors que le travailleur, touché par cette maladie a de nombreux problèmes, notamment l'isolement, l'hospitalisation prolongée et tous les inconvénients d'un traitement pénible à supporter.

D'autre part, j'ai travaillé en clinique privée comme aide-soignante, et là, on peut voir le caractère de classe de la médecine française. Là, on nous recommande particulièrement certains malades qui occupent comme par hasard, des postes élevés dans la société. Où alors, dans une autre clinique, on trouve un rez de chaussée à 10 pour les gros bourgeois, un premier étage à 20 lits pour les petits bourgeois, et un dernier



étage à 30 lits pour les ouvriers, et tous les services ont les mêmes effectifs de personnel. Il va sans dire que cette politique d'organisation n'est pas faite par hasard et que la santé des travailleurs, on n'en a rien à faire.

La condition des personnes âgées à l'hôpital est particulièrement scandaleuse. On les retrouve dans les locaux les plus insalubres de l'hôpital, des mansardes jamais rénovées, dans des salles communes de 20 à 30 personnes. Quand on pense qu'elles ont travaillé toute leur vie pour en arriver là, je trouve cela intolérable et odieux de la part du ministère de la santé qui parle d'humaniser les hôpitaux. Nous sommes nous-mêmes considérées comme des machines et nous n'avons pas le droit de faire objection au diagnostic des médecins, car il arrive qu'ils se trompent. J'admets qu'on puisse se tromper, mais il faut accepter la critique d'un médecin : «Unepanseuse ne pense pas». Comment voulez-vous bien soigner, alors qu'il ne peut y avoir cohésion de l'équipe soignante ?

Tous les problèmes que nous posons à l'hôpital ne sont pas repris par les syndicats sauf, les seules revendications financières. Dernièrement, la CGT a organisé à l'hôpital la journée de la femme. Tout a été pris en main par les chefs des syndicats. Il y a eu un meeting où la parole a été donnée aux responsables et non aux femmes. Le tout s'est terminé sur son aspect habituel folklorique : adhérer à la CGT et acheter «Antoinette», le journal féminin de la CGT, où on peut trouver en grand nombre des publicités, des recettes de cuisine, la vision de la femme «bonniches», entretenue par la société pour masquer le chômage est aussi entretenue de la même façon par les syndicats.

Ce n'est pas comme ça que je pense pouvoir me libérer, mais par l'abolition des classes qui oppriment et exploitent, par la dictature du prolétariat.

Une élève infirmière du Havre

CONSTRUIRE L'ALLIANCE OUVRIERS-TRAVAILLEURS HOSPITALIERS

Au cours de la vague de luttes de l'automne 1974, les travailleurs hospitaliers ont affirmé : «nous luttons pour votre santé». La nécessité de la solidarité avec les travailleurs pour remporter la victoire s'impose peu à peu comme une évidence. C'est que les travailleurs hospitaliers n'ont plus grand-chose à voir avec l'image qu'en a donnée la bourgeoisie : l'infirmière totalement dévouée au médecin, et acceptant les plus mauvaises conditions de travail au nom de l'intérêt du malade.

La rentabilisation des hôpitaux est passée par là : les tâches de l'infirmière tendent à être de plus en plus délimitées ; on lui demande maintenant du rendement ; dans les hôpitaux modernes, le système de surveillance électronique, le «dispatching», permet à l'administration de savoir à chaque instant où elle se trouve, de contrôler son travail, et d'écouter ce qu'elle dit. La pénurie de personnel n'arrange pas les choses.

Dans les autres catégories, agents hospitaliers, aides-soignants, l'évolution va dans le même sens : par exemple, dans certains hôpitaux, on chronomètre le temps nécessaire à un brancardier pour porter un malade à la radio, pour aller chercher le chariot à la cuisine, etc... de façon à éliminer toute perte de temps. La fameuse sécurité de l'emploi des hôpitaux publics ou assimilés est elle-même remise en cause, par le recours de plus

en plus massif aux agents intermittents, aux auxiliaires, stagiaires, intérimaires...

Pour tout le personnel hospitalier, et en particulier ces dernières catégories, les conditions de travail se rapprochent de celles de la classe ouvrière. C'est pourquoi les travailleurs hospitaliers en lutte recherchent son alliance. Mais cette alliance, comment la construire pour qu'elle soit solide comme l'acier ?

Il ne suffit pas de dire : «nous avons nos revendications, vous aussi». Ni : «En demandant d'avantage de crédits, de personnel, nous défendons aussi vos intérêts». Tout cela est juste, mais ce qui préoccupe les ouvriers, c'est de savoir si les hospitaliers veulent vraiment se battre pour la santé du peuple. Ils connaissent par expérience la médecine de classe : et, nous l'avons vu dans les témoignages déjà publiés, celle-ci ne se résume pas au manque de crédits et de personnel. Il y a aussi toute cette idéologie du patron qui déteint sur «l'équipe hospitalière», le mépris du malade en particulier. Cela, trop souvent les travailleurs qui ont été hospitalisés l'ont ressenti, et c'est un obstacle à la solidarité.

Ainsi, pour nouer cette alliance solide qui est nécessaire pour la lutte comme elle le sera pour la révolution, il faut lutter contre l'idéologie bourgeoise dans le personnel hospitalier et y faire triompher l'esprit «servi le peuple».



POUR L'OUVERTURE DE L'EMBAUCHE A L'HÔPITAL

C'est de chômeurs du quartier qu'est venue l'initiative d'exiger l'ouverture de l'embauche à l'hôpital Saint-Antoine (Paris 12^e). L'un d'entre eux raconte, qu'hospitalisé, il avait constaté la manque de personnel dans le service. Ayant déjà travaillé dans le temps comme brancardier, une fois guéri, il demande à être embauché : refus de la direction.

Le Comité de Lutte Contre le Chômage organise alors une délégation au bureau du personnel où la réponse est : «Pas d'embauche, il y a assez de personnel !». Mais en discutant dans les services avec les travailleurs, les

chômeurs peuvent constater que ce n'est pas l'avis de ces derniers ! Quant aux malades, beaucoup s'accordent à dire que le manque de personnel rend difficile des soins corrects, et ne permet même pas toujours d'assurer la sécurité des malades.

Le 23 décembre 1975, une manifestation dans l'hôpital à l'appel du PCR qui regroupe un soixantaine de chômeurs et travailleurs est accueillie par le personnel. Une pétition, exigeant l'ouverture de l'embauche est signée par un millier de travailleurs de l'hôpital et d'habitants du quartier qui exigent de

meilleurs soins à l'hôpital. La section CFDT de l'hôpital, appuyant et prolongeant cette revendication, mobilise le personnel, qui le reprend à son compte : dans les services, des cahiers circulent où les travailleurs notent le personnel supplémentaire qu'il faut embaucher.

Cette démarche nouvelle de travailleurs hospitaliers, s'appuyant sur les revendications des travailleurs et chômeurs du quartier pour mener la lutte dans l'hôpital, est un exemple intéressant pour les communistes : elle est la base d'une solide unité populaire.

POLITIQUE

Sommet européen à Luxembourg

Suite de la une

● Sur l'élection du parlement européen au suffrage universel.

Cela nous avait été présenté par Giscard il y a trois mois comme un grand succès du sommet précédent tenu à Rome. Mais aujourd'hui, rien ne va plus, ses partenaires ne sont pas d'accord. Officiellement, les désaccords portent sur la répartition du nombre des sièges. Giscard a proposé d'en rester à la répartition antérieure et de laisser à chaque pays la liberté de choix quant au mode de scrutin. On ne pouvait faire de propositions plus plates et plus incolores. Et pourtant elles n'ont pas fait l'unanimité ! Derrière ces discordances, il y a surtout un problème important :

Ceux qui comme Giscard se font les défenseurs de l'élection de ce parlement au suffrage universel entendent donner un pouvoir accru à ce parlement qui pourra s'ingérer dans les affaires intérieures des pays membres.

● Sur l'unité économique et monétaire.

Les tentatives pour rapiécer le serpent, ou remettre sur pied un système similaire de garanties réciproques en cas de spéculation contre l'une des monnaies a été un échec malgré les demandes réitérées de Giscard. Le chef de file de l'impérialisme allemand, Schmidt, a fait sèchement remarquer à ses partenaires qu'ils doivent d'abord faire preuve de la même «rigueur» économique

L'ÉCHEC DE GISCARD

qu'en Allemagne. «Rigueur économique», c'est-à-dire politique anti-ouvrière résolue pour limiter «l'inflation» des salaires. On voit la nature des conseils de M. Schmidt.

Quant aux discussions sur le rapport Tindemans, les neuf n'en ont rien laissé filtrer. La discussion n'avait pas tant porté sur l'orientation générale du rapport (voir encart) et son caractère nettement atlantique que sur toute une série de divergences secondaires que le volumineux rapport Tindemans ne pouvait que susciter. De toutes les façons, le caractère un peu vaste du rapport qui prétendait débiter sur toute une série de questions les contradictions européennes,

n'était pas du tout adapté aux difficultés de l'Europe. Les 9 avaient achopé auparavant sur deux problèmes bien moins globaux, le parlement européen et la monnaie.

Tirant la conclusion de ce sommet, Giscard a refusé de reconnaître l'échec pourtant nettement ressenti par ses partenaires. Il a même eu le cynisme d'expliquer que la France devrait peut-être prendre pour exemple l'Allemagne de Schmidt à cause de ses «succès économiques» et de son «consensus social». On savait déjà que Poniowski prenait ses modèles de répression au-delà du Rhin, et Giscard vient le confirmer : la chasse aux révolutionnaires dans la

fonction publique, les juridictions d'exception, le fichage et le quadrillage systématique, voilà de bonnes méthodes pour instaurer un «consensus social» ! Mais dans ce commentaire, il y a aussi

un aveu : celui de la force du capitalisme allemand et du poids dominant qu'il prend en Europe, ainsi que des faibles résistances que lui oppose l'impérialisme français. C'est aussi une leçon de Luxembourg.

LE RAPPORT TINDEMANS EN QUESTION

Ce rapport commandé il y a plus d'un an par les neuf, au premier ministre belge, devait faire l'état de la construction européenne, et déterminer quelques propositions pour la faire progresser. Si du point de vue du constat, le rapport est un rapport réaliste qui fait effectivement état des multiples divergences et obstacles qui séparent les bourgeoisies européennes, du point de vue des propositions, il fixe des orientations nettement pro-US à la construction européenne.

— La commission européenne doit être dotée d'un président disposant de plus de pouvoir que l'actuel, c'est-à-dire disposant de «la délégation du pouvoir d'exécution» dépassant le rôle d'un simple porte parole comme aujourd'hui.

SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE

— «La coordination des politiques doit progressivement faire place à une politique commune». Pour cela Tindemans propose qu'il y ait «l'obligation d'aboutir à un point de vue commun», «les tendances minoritaires doivent se rallier aux vues de la majorité à l'issue des débats».

Le but visé par Tindemans est ainsi clair : mettre sur pied dans un certain nombre de domaines, des pôles de décision contrebalançant l'autorité des Etats membres. Quand on connaît la réalité des rapports de force actuels en Europe, la place qu'y tiennent les régions inféodées plus ou moins aux USA, et particulièrement celle prise par l'Allemagne aujourd'hui, il est aisé de deviner aux mains de qui seraient ces pôles de décision, et au détriment de qui se ferait une telle union européenne.

SUR LES INSTITUTIONS

Tous les efforts de Tindemans visent à accroître les attributions des institutions européennes et à rogner celles des Etats. C'est ainsi que :

— Le Parlement européen doit disposer «d'une autorité politique nouvelle» et disposer «d'une faculté d'initiative». D'où la proposition d'accroître ses pouvoirs en modifiant son mode d'élection.

— Le conseil européen (conseil des ministres), doit pouvoir prendre ses décisions «au vote majoritaire» et non plus à l'unanimité. Il doit pouvoir déléguer ses responsabilités à une personne, ou à un pays pour des tâches spécialisées.

Après la nomination du coordinateur

REMOUS PERSISTANTS DANS LA COALITION GISCARDIENNE

La nomination de Chirac comme coordinateur de la majorité parlementaire ne fait toujours pas l'unanimité. Si les Républicains Indépendants ont dans l'ensemble accepté cette décision de Giscard, il n'en va pas de même chez les Radicaux et le Centre Démocrate. Mis à part Peronnet, président du Parti Radical et soucieux de préserver sa place de secrétaire d'Etat, plusieurs dirigeants du Parti Radical ont rédigé un «appel aux radicaux» dans lequel ils refusent d'être les «inconditionnels de Chirac». Le discours de Debré aux journées UDR condamnant l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'a pas plu à ces radicaux, ouvertement portés vers l'atlantisme : «partisans convaincus de l'unité européenne, nous ne partagerons jamais le nationalisme étroit du parti du premier ministre».

Quant à Zeller, député Centre Démocrate du Bas Rhin, il a démissionné du groupe réformateur car «les consignes nationales

appelant à resserrer les rangs de la majorité empêchent le groupe réformateur de jouer un rôle d'opposition constructive».

La remise en cause par Chirac des réformes promises au début du septennat fournit un alibi supplémentaire aux signataires de l'appel. Ils déclarent aussi : «partisans convaincus du dialogue et de la tolérance, nous dénonçons l'attitude agressive du chef du gouvernement à l'égard du l'Union de la Gauche».

Remous de peu d'importance... Sans doute, mais bien révélateurs aussi du caractère superficiel de l'unanimité retrouvée qu'affichent les leaders du gouvernement. La tentative d'une petite fraction de la «majorité» (sans doute liée à Servan Schreiber) de se démarquer, illustre la friabilité de cette coalition qui n'a même pas su adopter une position commune sur l'Europe, mais au contraire s'est divisée sur ce thème qui était au centre de l'actualité cette semaine.

SADATE EN FRANCE

L'Egypte se tourne vers l'Europe

Entre une visite officielle en Allemagne de l'Ouest et une autre en Italie, le président égyptien Anouar El-Sadate séjourne à partir de ce soir en France pour une «visite privée» de deux jours. Après son voyage en Italie, où il rencontrera le pape le 7 avril, Sadate doit avoir le 8 des conversations privées avec Tito en Yougoslavie.

Le poids respectif des différents partenaires européens en Egypte ne fait pas, sur le plan strictement économique, la part trop réduite à la France : c'est ainsi que, si l'on considère l'ensemble Egypte-Libye, les exportations françaises et allemandes sont du même ordre, tandis que les exportations égyptiennes et libyennes sont le double en direction de l'Allemagne. De ce point de vue, les 500 millions de marks de crédits que Sadate vient d'obtenir à Bonn sont certainement de nature à renforcer les positions des industriels allemands, puisque 60 % consistent en «aide liée», c'est-à-dire en crédits réservés à l'achat de produits allemands.

Cependant, après la rupture du traité «d'amitié et de coopération» qui liait l'Egypte à l'URSS, c'est notamment sur le plan politique et militaire qu'il faut examiner l'importance des relations franco-égyptiennes. L'ouverture en France d'une représentation officielle de l'OLP a certainement satisfait Le Caire, dont les efforts dans la période visent à associer la Résistance Palestinienne à sa politique de «règlement pacifique» pas à pas. De ce point de

vue, l'Allemagne de l'Ouest se trouve largement en arrière.

De même, sur le terrain, désormais décisif pour l'Egypte, des fournitures d'armes. Lors d'une récente visite en France, le général Gamassi, chef d'état-major

armements

Une vive concurrence, mais des créanciers méfiants

Une multitude de projets ont vu le jour dans le domaine des armements dans la dernière période. Si la livraison de quelques avions de gros transport américains est plutôt symbolique, compte tenu de l'arsenal US fourni à Israël, les choses sont en revanche plus sérieuses du côté européen.

La concurrence y est sévère entre les deux grands marchands d'armes, français et anglais : en particulier, pour l'aviation, l'Angleterre

technique française, de son propre armement : la nomination d'un «homme qui monte», Marouane, à la tête de l'organisation arabe pour l'équipement militaire, où l'Egypte est associée à des pays pétroliers, notamment l'Arabie Séoudite, est un signe de son importance. Des experts français sont déjà à pied d'œuvre pour déterminer l'emplacement de l'usine.

Cependant, même dans ce domaine de l'armement, la



Tanks soviétiques en Egypte : bons à jeter à la ferraille.

de l'armée égyptienne, déclarait en effet : «Depuis la guerre d'octobre 1973, les soviétiques ont refusé de prendre de nouveaux engagements, ou de compenser le matériel perdu ». Bien qu'engagé dans une politique générale supposant la «coexistence pacifique» avec Israël, Sadate a cependant besoin, pour cette politique même, de maintenir un équilibre des forces militaires. La désaffection soviétique l'a mis sur ce point dans une situation difficile, qu'il cherche à résoudre en s'approvisionnant à l'occident.

cherche à placer ses Hawk et ses Jaguar (franco-anglais), et ses hélicoptères Lynx, alors que la France fait des offres pour ses divers Mirage, et a déjà commencé à livrer des hélicoptères «Gazelle». La concurrence se porte aussi sur le rééquipement en matériel de l'OTAN de l'armement soviétique déjà possédé par l'Egypte (canons et moteurs de tanks, moteurs d'avions) ; sur ce terrain, l'Italie vient d'ailleurs jouer le troisième larron.

Le projet, peut-être le plus important pour l'Egypte, serait la construction, avec aide

capacité industrielle de la France reste limitée. En particulier, le projet de vente de 120 appareils alpha-jet suppose la participation de l'Allemagne Fédérale, l'appareil étant franco-allemand.

Enfin, les doutes émis dans les milieux financiers sur le caractère «solvable» de l'Egypte viennent indiquer que, pour l'Egypte, le dégauchement de la tutelle soviétique ne suffit pas à garantir l'indépendance : à Paris comme à Moscou, quand on fait du trafic, on entend en retirer le profit.

EUROPE-URSS

Des Mig 25 soviétiques ont pris l'habitude de survoler les territoires d'Europe de l'Ouest. Selon l'OTAN, leur vitesse et l'altitude à laquelle ils volent, interdit de les intercepter.

Jean Lermet

LUTTES OUVRIERES

LIP plusieurs centaines d'emplois menacés

PAS UN SEUL LICENCIEMENT

Après deux ans d'existence, la SEMEM (ex-LIP) est à nouveau « en difficulté ». Il y aurait eu, paraît-il, 14,6 millions de francs de pertes dans l'exercice de l'année dernière. De nouveau, les Lip voient leur emploi menacé : sur les 900 travailleurs que compte actuellement l'entreprise, les informations actuelles laissent prévoir entre 250 et 450 licenciements. Tout le monde se perd en conjectures. Comment cela a pu arriver ? Sargueil, le récent PDG accuse Neuschwander « d'irrationalisme », de « mauvaise gestion ». L'erreur aurait été, paraît-il, de croire qu'avec une société « dépeussière », on pouvait repartir avec la totalité des effectifs. Tous ces boniments n'ont qu'un but : persuader les Lip que leur lutte exemplaire n'a servi à rien : « Vous voyez bien que ce n'était pas la peine de dépenser tant d'énergie, de vous battre pendant tant de mois,

pour en arriver là. Vous voyez bien qu'on ne peut faire autrement que d'accepter les licenciements d'une partie d'entre vous pour sauver l'entreprise ».

Cette campagne vise surtout à empêcher que les travailleurs de Lip qui ont su se battre avec détermination et imagination, déjouant toutes les manœuvres et provocations pendant leur longue lutte, ne reprennent à nouveau la voie du combat.

L'annonce d'une proposition faite par l'UR-CFDT de constituer un « comité de défense des travailleurs de l'horlogerie » sur Besançon a été rendue publique au cours d'une conférence de presse, hier, où il était notamment dit : « la situation chez Lip était caractérisée par le fait que la mutation technologique serait abandonnée, et que de l'avis même de Sargueil et Millet (les PDG), 100 licenciements ne suffiraient pas à rétablir l'équilibre ».

Pour se battre contre ce nouveau plan des patrons, faut-il se placer sur leur terrain, en analysant avec eux les marchés, l'orientation économique à suivre, le choix des productions, ou faut-il entreprendre

sans tarder la mobilisation des travailleurs ? Une année de lutte résolue a beaucoup appris aux Lip, cette expérience leur sera précieuse dans la nouvelle lutte qui s'annonce pour leur emploi.



OLIDA LEVALLOIS : LES TRAVAILLEURS DÉCIDENT L'OCCUPATION

Depuis le 12 février, les patrons d'OLIDA ont fait passer les horaires des travailleurs de 43 h à 41 h 15. Pour les ouvriers, cela s'est traduit par des pertes de salaires allant de 150 à 300 F par mois pour les bas salaires. Du fait du système de paiement (par quinzaine), c'est fin mars que l'ensemble des travailleurs a pu constater effectivement cette perte sèche.

Les patrons d'Olida disent depuis des mois aux travailleurs : « C'est la crise... Nous avons des difficultés économiques... il vaut mieux des réductions d'horaire avec perte de salaire que le chômage... ».

Mais qu'en est-il en réalité ? Olida, c'est en fait Olida-Caby-Fleury-Michon, le plus gros trust de salaison en France avec 9 000 salariés !

Les salaires moyens d'ouvriers sont de 1 650 F à 1 700 F. Pour pouvoir s'en tirer, ils sont obligés de faire des heures supplémentaires, avec en plus des conditions de travail pénibles (travaux de force toute la journée, chaud et froid intense, la maîtrise, dévouée à la direction, sur le dos...).

Mercredi 31 mars au matin, un ouvrier refuse une augmentation de sa charge de travail, il est mis à pied : 80 travailleurs débraient et obtiennent que la sanction soit levée. A midi, pour la paie, c'est le « ras le bol ».

Jeudi 1er avril, 80 % des ouvriers et employés réunis en assemblée générale refusent de subir cette perte de salaire et votent la grève jusqu'à satisfaction de leur revendication : maintien des horaires à 41 h 15 sans perte de salaire. Une délégation massive monte à la direction, cette dernière refuse de satisfaire la revendication. Les grévistes décident alors d'occuper l'usine.

Afin que l'ensemble des travailleurs puissent prendre en charge la lutte, un Comité de Grève a été élu : chaque atelier est représenté par 3 ou 4 ouvriers élus par les travailleurs de l'atelier, de plus y participent les délégués CGT et CFDT. Jeudi à 16 h, la direction convoque les délégués du personnel et leur propose le retour aux anciens horaires (43 h 30) à partir du 12 avril. A l'unanimité, les grévistes ont décidé de poursuivre la lutte avec occupation jusqu'à satisfaction de leur revendication : MAINTIEN DES HORAIRES ACTUELS (41 h 15) SANS PERTE DE SALAIRE.

Pour ce week-end, des piquets de grève ont été désignés en assemblée générale, mais les femmes ont été invitées à rester chez elles durant la nuit à cause des attaques possibles de la CFT présente à Levallois (cf Citroën).

**TOUT FAIRE
POUR QUE LA LUTTE
S'ÉTENDE...**

L'action doit s'étendre aux filiales Olida de Levallois tel que l'abattoir, ainsi qu'à toutes les usines Olida, comme à Loudéac... A Levallois, l'UL CFDT a rédigé un tract qui doit être diffusé sur les boîtes de la ville. Samedi et dimanche, la popularisation sera faite sur les marchés de Levallois...

Correspondant Levallois

VILLEFRANCHE SUR SAÔNE

action sur le paiement des indemnités aux chômeurs

Le Comité de Lutte contre le Chômage de Villefranche est intervenu le 31 mars à l'ASSEDIC. A la suite d'une enquête effectuée depuis un mois auprès de 88 chômeurs, il est en effet apparu qu'un des plus gros problèmes était celui des délais de versement des indemnités. Aussi une délégation du Comité est-elle intervenue pour qu'une solution rapide et réelle à ce problème soit trouvée.

Elle a réclamé :

— Le versement, dès l'inscription au chômage, d'une indemnité de 600 F pour tous les chômeurs qui ne bénéficient pas des indemnités de préavis.

— La réduction des délais de paiement qui peuvent aller actuellement jusqu'à trois ou quatre mois s'il manque des pièces au dossier (les patrons se font tirer l'oreille pour donner certaines pièces).

— Le paiement des indemnités tous les quinze jours, le jour du pointage.

— L'embauche de personnel, ce qui permettrait de traiter plus de dossiers sur

place et de raccourcir ainsi les délais de paiement ; l'ASSEDIC n'assure en fait qu'une permanence le mercredi matin et il y a 1500 chômeurs à Villefranche...

Sur ces différentes questions, le représentant de l'ANPE s'est retranché derrière des arguments juridiques et techniques :

— Le versement de l'indemnité de 600 F n'est pas du ressort de l'ASSEDIC, organisme privé, mais des pouvoirs publics (allez voir le député !). A la rigueur, un acompte pourrait être versé.

— Le paiement toutes les quinzaines, ce n'est pas possible car l'ordinateur est

trop vieux... Par contre (quelle logique !) l'embauche de personnel n'est pas possible car il va bientôt y avoir un nouvel ordinateur, ce qui va entraîner une réduction de personnel (!)

Sur les autres points, quelques vagues promesses... Les chômeurs lui ont répondu qu'ils n'avaient pas à faire les frais de l'anarchie de l'ensemble du système d'indemnisation du chômage.

Par ailleurs, le Comité a engagé des actions dans d'autres domaines : une information en direction des jeunes du CET et du Lycée Technique qui vont se retrouver au chômage en juin, pour les appeler à rejoindre, dès maintenant le Comité ; une vente de produits agricoles sur un quartier populaire avec l'aide de paysans-travailleurs et de petits paysans de la région ; la sortie d'un journal régulier d'information...

Correspondant
CLCC Villefranche

CITROËN-LEVALLOIS :

halte aux agressions fascistes

Depuis le 31 mars, 200 ouvriers du ferrage sont en lutte. Ils mènent une grève perlée qui désorganise la production de Citroën.

Ils exigent :

— l'amélioration de leurs conditions de travail ;
— 250 f d'augmentation pour tous.

Partis en grève sauvage, ils sont soutenus par la CGT et la CFDT.

Jeudi soir, les ouvriers en lutte ont été agressés par la CFT, officine patronale fasciste, plusieurs travailleurs ont été blessés, dont un délégué CGT qui atteint très sérieusement a été conduit à l'hôpital de « L'Hôtel-Dieu » à Paris.

Vendredi matin, les patrons de Citroën-Levallois ont fait fermer les grandes portes, les 4 000 ouvriers sont obligés d'entrer par une petite porte afin d'être filtrés par les hommes de main de la direction. Ainsi l'ensemble des délégués CGT et CFDT se sont vus interdire l'accès de l'usine.

A 11 h, ce même jour, à l'appel des syndicats CGT

et CFDT de Citroën et de l'UL-CGT de Levallois notamment, un millier de travailleurs de la localité et des environs se sont rassemblés à la Bourse du Travail de Levallois.

Plusieurs interventions ont eu lieu : le délégué CGT de Citroën dénonça la politique patronale de Citroën, les salaires de misère qui sont parmi les plus bas de la profession (250 F de moins à travail égal par rapport à Renault), et la CFT fasciste qui agresse les ouvriers... Un message de l'A.M.F. (Association des Marocains en France) apportant tout leur soutien aux ouvriers de Citroën en lutte a été lu. Puis le maire PCF de Levallois prenant la parole dénonça Citroën et donna comme seule perspective aux travailleurs de se rendre devant l'usine « afin de faire appliquer chez Citroën les lois françaises » en demandant à la direction de réintégrer les ouvriers syndiqués CGT et CFDT.

Arrivé devant l'usine, le maire PCF qui s'était porté

à la tête du cortège alla frapper à la porte de l'usine. Comme toute réponse, il reçut une bordée d'injures des fascistes CFT regroupés derrière les portes fermées de l'usine.

Face à cette situation, alors qu'il avait fait usage de tous ses titres parlementaires (député, maire, conseiller général et officier de police municipale), le maire PCF constatant son impuissance, invita le cortège à défilé autour de l'usine puis à regagner la Bourse du Travail !

Pourtant, l'heure n'était pas au défaitisme, la mobilisation d'un millier de travailleurs en si peu de temps montre la solidarité qui existe et se manifeste avec les ouvriers de Citroën face à la répression des fascistes de la CFT.

C'est ce qu'exprimaient les mots d'ordre scandés dans la manifestation :

**CFT fasciste !
Libertés syndicales chez Citroën !
Citroën doit payer,
Citroën paiera !**

Marc Piron

LUTTES OUVRIERES

LE PEUPLE AU QUOTIDIEN

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

UNE JEUNE OUVRIERE DANS LA LUTTE

«Tous les matins, je suis à la bourre. Je pointe à 7 h 32 et je me fais engueuler à chaque fois». C'est Martine, jeune ouvrière de Bourgogne Electronique qui parle. Elle habite à Chenove, dans la banlieue de Dijon, là où logent de nombreuses familles ouvrières. Son mari est cheminot et elle a un fils de quatre ans.

Après la journée de boulot, il y a encore les 3/4 d'heure de transport, plus les courses. En tout, elle est partie de chez elle plus de onze heures par jour. Comme toutes les femmes, elle s'occupe de la vaisselle, du linge, du ménage et ne finit pas avant 9 heures le soir. Le week-end, il passe très vite. Le samedi, elle fait les grands ménages et «s'avance pour la semaine». Seul le dimanche lui appartient. Martine aimerait faire du sport, se dépenser, car «on s'encroûte de rester toute la journée assise à un poste de travail. Alors on a bien envie de se dépenser, mais quand ? Avec la meilleure organisation possible, on ne peut rien faire». Et pourtant, son mari l'aide beaucoup.

Pourquoi est-elle venue travailler à B.E. ? Après le CEP, Martine était apprentie vendeuse dans une boulangerie pour 50 F par mois ! Elle connaîtra ensuite «l'exploitation à mort» des grands magasins. Vendeuse aux Nouvelles Galeries pour 600 F par mois, elle est obligée de quitter pour des raisons de salaire et de santé (toujours debout, la chaleur, elle avait perdu de nombreux kilos). A l'époque, la B.E. embauchait pour 800 F par mois. Ce n'est pas que le sort d'ouvrière soit enviable, mais c'est toujours mieux. Quand elle est entrée

dans l'atelier où elle travaille maintenant depuis 6 ans, Martine dit : «J'aurais voulu en repartir tout de suite quand j'ai vu ce que c'était, mais finalement tu y restes parce que tu as besoin de travailler».

Martine se rend bien compte que dans cette société, on ne facilite pas la vie aux femmes qui travaillent (pas de crèches, d'équipements sociaux...) et dit franchement que c'est pour cette raison qu'elle n'a pas un deuxième enfant. Elle

aurait d'ailleurs préféré rester chez elle quand son fils était bébé pour l'élever, mais son mari ne gagnait pas assez.

AUJOURD'HUI, C'EST LA GREVE

Martine, comme la majorité des OS de B.E., occupe l'usine aujourd'hui, pour un salaire plus décent. Elle avait participé à la grève de 73, mais «c'était pas pareil, on ne faisait rien, on attendait».

«Aujourd'hui, on se sent plus proche de la grève, on participe. Depuis le début de la lutte, j'ai le moral, c'est une grève sérieuse, et si on gagne ce sera plus facile après pour se mobiliser». Martine est tout à fait pour la grève de Bourgogne-Electronique : il voudrait bien venir voir comment ça se passe à l'usine.

Chez les cheminots, on en discute et la grève est bien vue parce qu'on occupe. «C'est bien organisé et maintenant, cela se sait dans tout Dijon». Martine se rend bien compte que c'est un exemple pour les autres travailleurs de Dijon, que l'enjeu est de taille. Son fils qui a maintenant quatre ans, trouve que «c'est bien le travail de maman».



Aujourd'hui, Martine gagne 1310 F par mois net et une prime d'ancienneté de 90 F ! Alors qu'elle n'était pas encore mariée, elle avait pris des cours du soir pour être dactylo, avait obtenu son CAP, mais est restée OS, car c'est encore mieux payé. Martine le dit elle-même : «J'aime les contacts». Elle aurait aimé être esthéticienne, mais n'a pas pu partir faire des études pour ça. A l'usine, on a ce contact avec les collègues, mais

L'occupation se poursuit à Bourgogne-Electronique.

Hier, des «non-grévistes» sont venus grossir les rangs de leurs camarades en lutte. Jeudi, une manifestation en voitures dans les rues de Dijon, derrière une voiture-sono, a provoqué de gros embouteillages. Hier, c'était l'inauguration de la foire de printemps

par Poujade, le maire de la ville. Les travailleurs de Bourgogne-Electronique sont allés en manifestation rappeler leurs revendications à M. le Maire.

Des contacts sont pris avec d'autres usines du groupe Thomson pour organiser

l'action commune et le soutien : à Thomson-CSF Levallois ou les débrayages continuent pour les salaires et contre les nouvelles classifications ; à la Sescosem à Grenoble, où la cellule du P.C.R.(m-l) a diffusé un tract de popularisation, et où un débrayage en commun avec la B.-E. est envisagé.

CÂBLES DE LYON (REIMS)

UN PREMIER BILAN

interview du délégué syndical CFDT

Quelques jours après la reprise du travail, pourrais-tu expliquer comment s'est déroulée la lutte ?

Devant le refus systématique des coefficients prévus par la direction, les ouvriers ont manifesté leur colère et ont décidé un mouvement de grève d'une heure par jour ; aussitôt, nous avons établi un cahier de revendications :

- Salaire minimum 2029 F suivant la grille CFDT
- Retour aux 40 h sans perte de salaire.
- Diminution des cadences
- Retraite à 60 ans.

Après refus de la direction, nous avons consulté le personnel et, vu le mécontentement ouvrier, nous avons continué cette grève d'une heure jusqu'au 4 mars. Là, nous avons déclenché une grève illimitée avec à peu près 85% du personnel ouvrier et employé. Sans aucune réaction de la direction, les sections syndicales avec une quarantaine d'ouvriers décidèrent d'aller à la Direction Générale. Celle-ci a fermé les portes à l'arrivée de la délégation avec un service de surveillance. Quelques heures après, la direction accepte de recevoir une délégation de sept personnes. La direc-

tion générale ne fait aucune proposition, elle ne fait qu'inscrire les revendications qu'elle connaissait déjà. Ensuite, quand nous sommes sortis, les ouvriers de Reims et de Clichy prennent contact entre eux ; ce qui fait encore gronder le mécontentement vu les différences de salaires entre Clichy et Reims.

Lundi 15 mars, on avait fermé les portes et mercredi 17, on est passé au tribunal des référés ; les deux délégués syndicaux CGT et CFDT étaient convoqués. C'était une tentative du patron pour briser la grève. Aux référés, il était décidé l'évacuation de l'usine par les forces de police.

Qu'avez-vous obtenu ?

- aucun salaire inférieur à 1700 F
- prime de transport de 18 ou 23 F par mois
- prime de 0,30 F de l'heure aux chefs de machine

De toute manière, on ne laisse pas ça comme ça, on attend pour avoir de nouvelles négociations pour obtenir quelque chose de plus, et, s'il le faut, je pense qu'on reprendra des mouvements avec d'autres usines du groupe.

Après trois semaines de grève, s'il n'y avait pas eu le problème financier, on n'aurait pas repris, les ouvriers sont toujours décidés (malgré

ce que disent les gars du P.C.F.).

(Propos recueillis par notre correspondant à Reims).

ITT-CLAUDE La Fouillouse (42) OCCUPÉ

Les 125 ouvriers, qui avaient fait de nombreux mouvements de débrayage du 8 au 25 mars, demandent : 2 000 F minimum, le maintien du pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi (en effet une partie de l'usine est en train d'être transférée à l'usine ITT de Reims), des conditions de travail décentes (contre les cadences et le manque de sécurité) et refusent la nouvelle grille des classifications...

Le 24 mars, ils avaient participé à une manifestation à Boulogne avec les travailleurs de ITT-Claude Boulogne et de LMT, qui est une filiale de LMT. Ils se sont aperçus que la politique de ITT était la même partout : blocage des salaires, refus de discussions tous les trois mois. Chez tous les travailleurs, c'est la même colère contre cette nouvelle grille de classification !

Depuis le 25 mars, ceux de La Fouillouse occupent leur usine. Ils ont conscience que la lutte sera longue et face à la politique de répression de la part de la direction, qui fait d'ordinaire garder l'usine par des molosses, les travailleurs sont fermes. Hier, c'était le jour de la paie, et le patron a refusé de la faire dans l'usine ; «pour des raisons de sécurité», il voulait la faire à la Mairie, mais tous les travailleurs ont refusé fermement.

Ils occupent en 3x8, les hommes la nuit, les femmes le jour. Dès à présent, la solidarité s'organise. Le soutien financier aussi : la CGT-Métallurgie-Loire, la section CFDT des Nouvelles Galeries (qui avait été auparavant soutenue lors d'une lutte antérieure par la Métallurgie), et l'ensemble d'ITT en France sont contactés pour cela.

correspondant St-Etienne

VAULX-EN-VELIN : LA MUNICIPALITÉ P.C.F. CONTRE LES EMPLOYÉS MUNICIPAUX

Dans la période où les employés communaux luttent pour leurs salaires et pour de meilleures conditions de travail, les municipalités du P.C.F. leur font des discours de soutien. Mais dans les faits, leur attitude n'a rien à envier à celle de Pradel, le maire de Lyon. Qu'en on juge :

● La municipalité P.C.F. licenciée.

En 1971, une inspectrice d'écoles maternelles exigeait du maire, M. Many une subvention d'un million de francs sans quoi elle licencierait deux employés. Le maire accepte les licenciements. Mais les femmes de service allaient réagir massivement. A la délégation CGT, après avoir dénoncé la grève comme antipopulaire dans une municipalité de gauche, le maire déclara : «j'estime faire une bonne gestion, deux femmes de service coûtent 4 millions par an à la municipalité, nous faisons des économies».

Devant la mobilisation des employés, nombreuses à déchirer leurs cartes de la CGT et du P.C.F., la mairie cède et suspend les licenciements.

● La municipalité réprime.

Les chefs de service se comportent en véritables petits patrons sur le dos des employés : comme le déclare l'une d'elle : « Dans la mesure où les employés sont à la CGT et favorables au PCF,

pas de problèmes. Dans le cas contraire si vous êtes pris en faute on vous fera pas de cadeaux... »

Si un conflit éclate avec les institutrices ou la direction de l'école, les chefs ménagent toujours l'intellectuel et donnent plus facilement tort à l'employée...

● La municipalité et les horaires.

Par leur lutte, les femmes de service avaient obtenu comme avantage de faire 39 h. par semaine. La mise en place des séances éducatives pour les enfants demandait de prendre du personnel supplémentaire pour nettoyer les salles. Au lieu de ça, la municipalité demanda aux femmes de service de faire 43 h.. Le samedi matin, en plein mariage, les employés viennent en forte délégation à la mairie. Afin de ne pas ébruiter l'affaire, on enferme les employés dans une salle. Après des négociations, les employés obtiennent gain de cause.

Le Comité de Soutien de Massy, à la grève des Mossy, Sonacotra, organise un meeting le samedi 3 avril à 15 h, salle du 1er mai à Massy.

Projection de films et débat.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA RIPOSTE DES VITICULTEURS

L'arrestation d'Albert Tesseyre, viticulteur de l'Aude, a été organisée pour tester la combativité des viticulteurs et leur capacité de riposte, et pour casser l'unité des viticulteurs avec les autres travailleurs, unité qui s'était concrétisée par la journée de manifestation commune avec les syndicats ouvriers le 5 février et qui doit se renforcer avec la journée région morte du 29 avril.

Depuis l'expédition des viticulteurs contre les chais de Ramel, et encore plus après Montredon, le gouvernement a décidé de réprimer le mouvement viticole, d'isoler les plus combattifs.

QUELLE UNITÉ ?

Il pouvait tolérer l'unité des gros et des petits viticulteurs telle qu'elle existait dans le passé, basée sur la défense des intérêts de la viticulture en général, c'est-à-dire en fait des gros viticulteurs. Les mesures obtenues comme la distillation en été 75 ont permis aux mieux nantis de s'en sortir, mais de nombreux petits viticulteurs ont été définitivement ruinés. Le pouvoir pouvait à la rigueur tolérer l'unité des viticulteurs si dans le développement des luttes leur conscience de classe, leur conscience politique n'évoluaient pas. « Je connais des tas de viticulteurs qui aujourd'hui ont complètement changé depuis 70-71, je peux maintenant leur parler de politique sans qu'ils ne se mettent les mains sur la tête en refusant de parler, au contraire », me dit un jeune viticulteur, définitivement ruiné avant d'avoir payé les factures qui s'accumulent. Mais, il ne pouvait tolérer l'unité des exploités, sur la base de leurs propres revendi-

cations qui se crée en dehors des notables viticoles et contre eux.

Les exemples de Doumeng, de Ramel et dernièrement de négociants de Campagnan sont très significatifs.

Tous ces messieurs se disent solidaires de la lutte des viticulteurs. Tous affirment qu'il est juste de lutter contre la mort de la viticulture méridionale. Et comment se manifeste

Qu'un gouvernement chargé de défendre les intérêts de la bourgeoisie réprime tous ceux qui luttent, ce n'est pas surprenant, mais pourquoi se permet-il de réprimer aussi ouvertement ?

DES DIVERGENCES PROFONDES

C'est que depuis quelques semaines, l'unité des responsables viticoles et des directions syndicales laisse apparaître des divergences profondes entre ceux qui veulent lutter pour défendre la cause des petits viticulteurs acculés à la ruine et ceux qui luttent pour leurs privilèges de gros viticulteurs...

ration nationale des caves et coopératives) et Jean-Baptiste Benet (président de la confédération générale des vignerons, faisaient publier un texte condamnant sans appel les contrôles « sauvages suicidaires » (c'est le titre du texte).

L'occasion était bonne pour le gouvernement qui hésitait jusqu'ici à engager la répression. C'est un échec, sous la pression des petits viticulteurs, les dirigeants ont dû appeler à une riposte de masse, de crainte d'être totalement désavoués.

Parce qu'à travers l'arrestation d'Albert Tesseyre, le gouvernement tente de porter un coup à l'unité



leur soutien ? En important massivement du vin italien et en empochant les primes que la lutte des viticulteurs leur a fait obtenir (la taxe de 1 F 15 l'hectolitre à l'importation s'étant transformée en son contraire, c'est-à-dire en une prime à l'importation ! Merci Fourcade !).

De nombreux viticulteurs et quelques responsables viticoles n'ont pas du tout apprécié les déclarations des dirigeants condamnant l'opération contre Ramel le 29 février. Maffre-Raugé (président de la fédération nationale des vins de table), Verdale (président de la confédé-

des paysans et des ouvriers, il nous faut riposter massivement dès aujourd'hui en manifestant à Carcassonne, à Béziers et partout où des manifestations seront appelées, et rester vigilants et mobilisés contre les nouvelles actions répressives en préparation.

UN AN DANS LE COMA

Aux Etats-Unis, la Cour suprême de l'Etat du New-Jersey vient de rendre un arrêt peu commun, elle autorise des médecins à laisser mourir une patiente, à la demande de sa famille.

Karen Ann Quinlan, jeune américaine de 22 ans est dans le coma depuis le 15 avril 1975, à la suite de l'absorption de barbituriques et d'alcool, un coma irréversible. Depuis cette date, elle est maintenue en vie par un appareillage complexe comprenant une machine respiratoire. Mais de quelle vie s'agit-il ?

Son cerveau est mort, elle est réduite à un état végétatif. Tout espoir de faire revivre normalement Karen, c'est-à-dire de lui faire recouvrer la conscience ayant disparu, ses parents ont demandé aux médecins de ne pas prolonger inutilement un semblant de vie. Les médecins ont refusé, la législation en vigueur assimilerait un tel acte à un homicide. L'affaire a été portée en justice, une première fois les tribunaux ont interdit d'arrêter les soins. Aujourd'hui, la cour suprême du New-Jersey autorise enfin les médecins à se conformer aux vœux des parents de Karen : la laisser « mourir en paix ». Cette décision pourra prendre effet dans deux jours si l'Etat du New-Jersey, comme il en a la possibilité, ne fait pas appel du verdict devant la Cour Suprême de Washington.

QU'EST-CE QU'UN COMA DÉPASSÉ ?

Les cas semblables à celui de Karen Quinlan sont nombreux, tous les hôpitaux ont plusieurs malades en coma dépassé. Les médecins savent pertinemment que devant de tels cas, il n'y a plus rien à faire, mais ils maintiennent malgré tout en vie. S'ils hésitent à « débrancher », n'est-ce pas dans certains cas à cause du « prix de journée » (remboursé par la Sécurité Sociale) d'un lit de réanimation ; en effet, tous les services ne sont pas pleins à 100 %. Souvent l'assistant ou l'interne profite du congé du patron pour « débrancher » le malade.

Les infirmières sont en général pour le « débranchement », elles appellent ces malades des « plantes vertes », terme adéquat puisqu'il s'agit d'organismes privés de

fonctions cérébrales et qui ne conservent que des fonctions « végétatives », c'est-à-dire : digestion, circulation du sang... et parfois la respiration.

Un coma profond se caractérise par l'absence de réactions au bruit, au toucher, à la chaleur (absence de sensibilité), l'absence de mouvements volontaires (les muscles ne bougent pas et sont ou raidis et toniques, ou mous et flasques) et l'absence de lucidité. Mais les autres fonctions sont conservées.

Un coma dit « dépassé » a les mêmes symptômes avec en plus, lorsqu'on pratique un enregistrement électrique des réactions du cerveau, un électro-encéphalogramme au tracé plat. C'est-à-dire un cerveau qui ne réagit pas, qui ne fonctionne pas.

A ce stade apparaissent souvent des troubles respiratoires car le cerveau ne commande plus la toux, l'évacuation des crachats pour nettoyer les bronches et celles-ci se bouchent peu à peu. D'où l'utilisation du respirateur artificiel pour ces malades dont la trachée est reliée à un appareil qui respire pour eux, envoie de l'air, récupère le gaz carbonique.

D'où l'aspiration nécessaire des mucosités toutes les deux heures.

UNE INCOHÉRENCE DE LA MÉDECINE CAPITALISTE

Si le malade est ainsi aidé et nourri par les veines avec du sérum, du sucre et des vitamines, il peut tenir des années. Lorsqu'il fait un arrêt cardiaque ou manifeste des signes d'alarme, la machine qui surveille le cœur alerte l'équipe de soignants, on le masse et tout repart jusqu'au prochain arrêt, mais sans espoir d'un retour à la conscience.

Une des incohérences de la médecine dans les pays capitalistes, c'est qu'elle prolonge pendant des mois des malades en coma dépassé, y englobant des sommes énormes, alors qu'à côté de cela, elle se révèle incapable d'effectuer certains soins urgents et qu'elle laisse mourir des blessés qui pourraient être sauvés, faute d'une infrastructure hospitalière suffisante.

LA RENOVATION A L'ALMA GARE :

2 morts en 8 jours, des pillards protégés par la police

Vivre à l'Alma, c'est vivre dans une courée : avec un W-C pour 10, 15, 20, 50 personnes, c'est vivre le plus souvent dans des maisons jamais réparées, en dégradation.

La rénovation, qui serait contre ? Surtout pas les habitants qui se battent depuis 10 ans pour leur quartier, qui ont réussi à créer un atelier populaire d'urbanisme, Roger Leman, des APF, nous en parle : « la rénovation, d'accord, mais on veut que ce soit à nous. C'est surtout l'ambiance qui compte, ici, c'est la vie collective. Comment pourra-t-elle se poursuivre dans les nouveaux logements ? Si c'est une rénovation, comme on a pu le voir dans certaines agglomérations, alors non.

LA MAFFIA

Les HLM, la CIL, et toutes sortes d'agents immobiliers sont sur « l'affaire » du quartier de l'Alma, la SAEN (Société d'Aménagement et d'Équipement du Nord), présidée par Clairambault, adjoint au maire, PS. Entre eux et la population, l'ORSUCOM (Organisation pour la Suppression des Courées et de l'habitat insalubre de la Métropole), organisme à prétention sociale : on fait des enquêtes, quand un quartier a été programmé, on relogé les habitants. On fait tout pour eux. Quand il s'agit de familles immigrées, on signe même les contrats !

N'oublions pas la communauté urbaine, qui, pour éviter la spéculation, rachète toutes les maisons. Résultat, dans une maison rachetée, condamnée à être détruite, on ne va pas tout de même faire de réparations. Et une fillette meurt parce qu'on n'a pas bouché des W-C défectueux, autre exemple, une maison est rachetée par la communauté urbaine : la vieille femme qui habite en face dans une habitation délabrée sans toiture demande à y être relogée : « là au moins, la toiture a été refaite il y a quelques années, l'eau n'entre pas par le toit ». Ça n'est pas possible. A l'ORSUCOM, on nous explique : « cette maison n'est pas salubre, on ne peut y reloger personne ».

DES PILLARDS AU SECOURS DES PROMOTEURS.

Dans le quartier Gare, les petits propriétaires, les locataires commencent à être organisés entre eux. Alors ne pouvant les faire quitter le quartier, l'administration municipale et les requins immobiliers ont trouvé autre chose : ils ont lâché des pillards sur le quartier. Et les flics qui n'oublient pas une voiture en stationnement interdit font preuve d'une étonnante passivité.

Des bandes de pillards, venus d'installer dans le quartier le mettent en coupe réglée. Au début, dès qu'une maison était libre, en deux jours, il n'y avait plus rien. La maison était défoncée, on a enlevé les vitres, les plafonds, les tuyaux de zinc, tout ce qui peut servir. Maintenant pendant que les personnes âgées regardent la télé, on leur vole leur antenne. On a vu un ferrailleur qui a pris les meubles de son locataire alors que celui-ci avait payé son loyer, en pleine journée, sous les yeux de la police.

La police, elle, « ne peut rien faire ». Il faut voir la municipalité. Celle-ci renvoie au commissariat...

En attendant, le climat d'insécurité est tel que les habitants ont peur. Comment sortir de chez soi, quand on sait que les pillards vont venir enlever tout ce qui est utilisable dans la maison ?

« On ne bougera pas d'un pouce », nous disent beaucoup d'habitants, nous voulons vivre à Gare-Alma.

Aussi aujourd'hui samedi est prévue une manifestation qui se rendra à la mairie demander des comptes. C'est elle qui est responsable de la mort de la fillette. Les habitants vont réclamer aussi des « opérations de sécurité » dans le quartier, enfin un relogement dans des conditions décentes autant pour les petits propriétaires que pour les locataires. La municipalité s'inquiète. Elle a réuni une session extraordinaire du Conseil Municipal !

Tous à l'atelier d'urbanisme : angle de la rue Archimède et de la rue de l'Alma à 14 h et 15 h. 30, le samedi 3 Avril.

Le Conseil de l'Ordre suspend quatre médecins

Quatre médecins bretons : Guy Caro (militant du Front Autonome Socialiste Autogestionnaire Breton - FASAB), Dominique Périès, Guy Chevet et Bernard Lemarec se sont vu interdire d'exercer car ils avaient refusé de payer leurs cotisations à ce conseil réactionnaire qu'est celui de l'Ordre des Médecins. L'Ordre des Médecins veut empêcher Caro et Périès d'exercer pendant un an, et Chevet et Lemarec pendant 3 mois. C'est la première fois qu'une telle décision est prise pour le non-paiement des cotisations. Les 4 médecins ont fait opposition à cette décision. Le Conseil de l'Ordre aura fort à faire car d'autres médecins refusent aussi de payer leurs cotisations. A Lyon, deux docteurs, Michel Debout et Daniel Balvay doivent comparaître pour la même raison le 11 avril devant le conseil régional de l'ordre. Ils ont l'intention à cette occasion de dénoncer publiquement la nature du Conseil de l'Ordre et ses pouvoirs exorbitants.

INTERNATIONAL

LIBAN : CESSEZ LE FEU APPLIQUÉ

Les combats avaient effectivement cessé dans la journée d'hier au Liban, après l'annonce d'un cessez-le-feu jeudi soir par le leader du «front progressiste» Kamal Joumblatt et le dirigeant des phalanges Pierre Gemayel. Les conditions auxquelles cette trêve de dix jours a été acceptée comportent le remplacement du président de la République Frangie et le maintien de l'unité du pays. Le Parlement doit se réunir lundi afin de changer l'article de la constitution n°73, de façon à permettre le changement de président de la République, l'élection devant avoir lieu jeudi.

«La Syrie poursuivra sa marche aux côtés du peuple libanais et de la révolution palestinienne... «Nous tenons à réaffirmer que la sauvegarde des relations stratégiques qui lient la Syrie au mouvement national libanais et à la révolution palestinienne est essentielle en vue de faire face au complot d'internationalisation du conflit».

Telles sont les paroles de Yasser Arafat, dans une déclaration où il appelle au respect de la trêve conclue jeudi soir. Le président de l'OLP a par ailleurs dénoncé «les dernières activités

américaines qui commencent à poindre sur la scène libanaise».

La position prise ces derniers jours par la Résistance Palestinienne en faveur de l'arrêt des combats, aura certainement pesé lourd dans la décision de la gauche libanaise. Après l'intervention aux côtés des forces réactionnaires d'une fraction de l'armée, qui leur avait permis de stabiliser pour un temps les positions militaires dans la montagne, les pressions internationales sont venues jouer un rôle important dans le dénouement provisoire

que connaît aujourd'hui la crise.

D'une part, la déclaration syrienne de jeudi matin était suffisamment nette pour comporter une menace implicite d'intervention militaire. D'autre part, les Etats-Unis avaient dépêché à Beyrouth un «médiateur», Dean Brown, ambassadeur en Jordanie, au moment du massacre des Palestiniens en 1970.

LE DANGER AMERICAIN

A une intervention militaire de la Syrie, la Résistance aura préféré une médiation politique, lui permettant de garder la liberté de ses mouvements. De même, ses préférences ne pouvaient aller qu'à la Syrie, par rapport aux Etats-Unis, pour contribuer à résoudre la crise : n'est-ce pas les provocations des pro-américains qui n'ont cessé de l'alimenter ?

Au reste, les prétentions syriennes auraient dimi-

nué : selon certaines informations, Damas aurait renoncé à imposer son candidat à la succession du président de la République, pour laisser les parties libanaises s'entendre sur un nom. L'alliance, un moment menacée, entre la Résistance et le régime syrien, semble pouvoir se renouer sur la base d'une reconnaissance de l'indépendance de la Résistance, qui reste la clef de voute de sa politique arabe.

Dans ces conditions, il ne restait plus à la gauche libanaise, quels que soient ses buts propres, de participation au pouvoir, qu'à s'incliner. Ce qu'elle vient de faire. Ce qui est cependant douteux, c'est que les forces liées aux Etats-Unis acceptent purement et simplement leur défaite. D'autant plus que l'URSS aurait, silencieusement, mis son nez dans les affaires libanaises à l'occasion des derniers combats.

Jean LERMET

ESPAGNE

UNE DRÔLE DE RUPTURE !

A propos des déclarations de Carillo à la presse

Le secrétaire général du Parti révisionniste espagnol vient de nous éclairer sur la «rupture» qu'il préconise. Qu'on en juge plutôt : «*Nous sommes tout à fait disposés à NEGOCIER avec les éléments libéraux du gouvernement et de l'appareil d'Etat, mais ce sont eux qui refusent notre offre de dialogue*». Le pauvre ! Ce que réclame aujourd'hui le Parti de Carillo, c'est la «rupture de l'intérieur», une rupture qui pourrait parfaitement être coiffée par Juan Carlos et les soi-disant libéraux au pouvoir si seulement ils pouvaient se montrer plus compréhensifs. Les révisionnistes se contenteraient pourtant de peu : la dissolution des Cortes, du Conseil du Royaume, l'annulation de toutes les lois franquistes qui sont en contradictions avec les lois démocratiques, «l'ouverture d'une période constituante, la mise en place d'un gouvernement provisoire qui préparera les conditions permettant au peuple espagnol de dire quelle sorte de régime il souhaite».

De telles perspectives se situent beaucoup plus dans le cadre d'un compromis avec l'oligarchie dont Juan Carlos est le représentant, que dans le cadre d'une rupture. On chercherait vainement dans ces déclarations de Carillo à la presse, des exigences telles que la dissolution des corps répressifs. Il s'agit pour les révisionnistes de gommer au plus vite le passé franquiste dans un esprit de réconciliation nationale et de collaboration de classe qui assurerait aux tortionnaires franquistes le pardon et permettrait à l'oligarchie de continuer sa domination de classe moyennant quelques modifications. Parmi ces modifications, il faut compter la légalisation du parti révisionniste car comme le dit Carillo : «nous demandons la démocratie avec un grand D, pas la subver-

sion... ni la dictature du prolétariat».

Au cas où l'oligarchie ne se déciderait pas à accorder cette rupture là, le Parti révisionniste brandit la menace de la violence «prête à surgir» ; «demain il sera peut-être trop tard» dit-il. C'est que le Parti révisionniste veut se servir du mouvement des masses comme instrument de pression, mais en même temps, il le redoute car ce mouvement le déborde. C'est pourquoi sans doute, Carillo s'est montré «surpris» des événements de Vitoria ! Quant à nous, ce genre d'étonnements ne nous surprend pas de la part d'un Parti qui cherche à freiner et à encadrer les luttes quand il ne s'oppose pas tout simplement à elles.

Coordination démocratique Communiqué d'information (extraits)

«4 des 13 signataires de l'accord Constitutif de la Coordination Démocratique ont été inculpés par le Tribunal d'Ordre Public de Madrid, lequel a décidé une peine de prison ferme c'est-à-dire sans possibilité de caution... La discrimination que pratique le gouvernement de Madrid dans le but de diviser l'opposition, se reflète clairement dans le fait que le Tribunal parle «d'autres personnes non identifiées pour désigner les autres signataires du document...»

Les quatre inculpés sont accusés du délit d'«atteinte à la forme du gouvernement»... sanctionné par des peines de 20 à 30 ans de prison».

PALESTINE OCCUPÉE : DES CANDIDATS FANTOCHES N'OSENT PAS SE PRÉSENTER AUX MUNICIPALES

Une foule immense s'est rassemblée hier pour enterrer Kahir Ahmad Yassin, tué par les forces de répression sionistes, lundi dernier à Arrabeh en Galilée. L'immense mobilisation des arabes palestiniens qui dure depuis plus de deux mois, s'accroît de jour en jour avec l'approche des élections municipales en Cisjordanie et à Gaza.

Devant l'ampleur de ces manifestations, les maires d'Hebron et de Naplouse, le cheik Mohamed Ali Al Jaabari et Hadj Mazouz Al Masri, trop connus comme collaborateurs privilégiés des occupants sionistes et de la monarchie hachémite ont annoncé le retrait de leur candidature. Ceci en dépit des pressions renouvelées des autorités sionistes, qui comptent sur ces querelles notables fantoches à la solde de Hussein, pour mettre en œuvre leur projet d'administration autonome. Ce projet se concrétiserait par un semblant d'autonomie palestinienne sous domina-

«De glorieux guerriers !» : la répression en Palestine.



tion jordanienne et où, n'en doutons pas, l'entité sioniste serait partout présente.

Consciente du complot qui se trame, de la tentative d'utilisation de simples élections municipales par les autorités sionistes et jordaniennes pour faire approuver leur projet d'administration autonome, l'OLP refuse d'appeler les masses palestiniennes à voter. Cependant, un certain nombre de candidats patriotes, (tous ceux qui refusent toute collaboration avec l'occupant) se présentent aux postes de maire.

Le premier ministre marocain, M. Ahmad Othman a fait une déclaration à la presse jordanienne dans laquelle il appelle tous les Juifs marocains qui ont émigré en Israël, à rentrer au Maroc pour y vivre en paix et participer à la construction du pays.

Après la parution de cette déclaration, un grand nombre de Juifs marocains se sont rendus au consulat du Maroc pour régulariser leur situation. Ainsi, ils ont acquis une identité et des passeports marocains.

Cette déclaration est un des résultats des démarches qu'a faites l'OLP auprès des gouvernements arabes ainsi qu'auprès des Juifs marocains qui souhaitent revenir dans leur patrie d'origine.

SAHARA

Hassan II enrage, il estime que l'envoyé de l'ONU a outre-passé son mandat en se rendant dans les camps de réfugiés sahraouis. Non seulement Rydbeck a rencontré les représentants du peuple sahraoui, mais il a pu rencontrer les gens des villes que les troupes marocaines occupent, et constater les souffrances que le peuple en a subi. Il a pu constater la volonté

d'indépendance qui anime tous.

TURQUIE

Un étudiant démocrate a été assassiné. Depuis plusieurs mois, les fascistes font régner la terreur dans les universités avec la complicité silencieuse de la police.

ARGENTINE

Videla a présenté son programme économique : «Nous allons

créer les conditions pour que les capitaux privés, les capitaux nationaux et étrangers puissent participer avec la plus grande efficacité à l'exploitation rationnelle des ressources».

CHILI

Pour la septième fois cette année, le gouvernement chilien a dévalué le peso.

Rectificatif : une erreur s'est glissée hier dans la légende de notre photo p. 7. Il fallait lire : Georges Habache (FPLP).

INTERNATIONAL

Rhodésie

Un envoyé du ministère des affaires étrangères britannique vient d'arriver au Mozambique. Il doit rencontrer le président mozambicain Samora Machel, au sujet de l'aide britannique au Mozambique à la suite de la fermeture des frontières de la Rhodésie. Cette aide se monte à 15 millions de livres (environ 14 milliards de francs anciens). Mais le gouvernement britannique s'oppose à ce qu'elle serve à soutenir la guérilla.

Depuis la proclamation de l'indépendance des colons, la Grande-Bretagne poursuit la même politique : ménager les racistes blancs pour ne pas bousculer le rapport des forces en Afrique Australe.

LA MOITIÉ DES TERRES POUR 200 000 COLONS

Le 11 novembre 1965, les colons blancs proclamèrent unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie. Depuis plusieurs mois, la décolonisation du pays était envisagée par le gouvernement britannique. Les colons avaient un gouvernement autonome depuis 1923. Les Africains n'ont

droit à aucune forme d'organisation politique, les 273 000 blancs occupent la moitié des terres, autant que les six millions d'Africains, en vertu de la loi de répartition des terres.

Depuis 1957, les patriotes africains avaient commencé à s'organiser pour réclamer leurs droits politiques. En 1961, les premiers cocktails molotov étaient apparus. L'état d'urgence était permanent depuis 1960.

Les colons craignaient que tout affaiblissement de cet édifice raciste ne les condamne à perdre tout en quelques années. S'il prétend s'opposer à l'indépendance des colons, le gouvernement britannique affirme « qu'il n'utilisera jamais la force » et refuse d'envoyer des soldats britanniques contre le gouvernement de Ian Smith.



Qu'est-ce que la Rhodésie ? Une ancienne colonie britannique qui fut conquise par une colonne de « pionniers » blancs conduits par Rhodes en 1890. Jusqu'en 1893, les colons appuyés par l'armée chassèrent de leurs terres les africains qui résistaient. En 1896-1897, un soulèvement embrasa toute la brousse. Au cri de Murenga (rébellion) toutes les tribus attaquèrent les postes blancs. En quelques mois, les colons firent des dizaines de massacres en représailles. Ce sont leurs héritiers qui sont aujourd'hui au pouvoir. Ce sont les fils de 1897 qui les affrontent. Mais les choses ont changé.

LA POLITIQUE ANGLAISE A LA CROISÉE DES CHEMINS

LES ENTREPRISES BRITANNIQUES PASSENT PAR L'AFRIQUE DU SUD

Des sanctions économiques sont votées à l'ONU. La Grande-Bretagne fait mine de les appliquer. Ses importations de Rhodésie chutèrent de 99 % mais ses importa-

L'INDÉPENDANCE EN 2055 !

Le gouvernement Smith refusait tout accès au pouvoir de la majorité noire, c'est-à-dire tout droit politique aux africains, ce qui avait fait échouer ses rencontres avec Wilson, en vue d'un compro-

mité africaine au plus tôt en l'an 2055 !!!

La venue de la commission Pearce sera accompagnée des plus grosses manifestations de masse qu'il y ait jamais eu en Rhodésie. Les flics racistes tirèrent. Mais partout la commission vit que les Africains voulaient l'indé-

vision entre les mouvements de libération du Zimbabwe virent le jour, tandis que la lutte armée prenait de l'ampleur. Des négociations entre Smith et les mouvements de libération échouèrent, en mars 76.

La Grande-Bretagne qui avait perdu toute initiative depuis l'échec de la commission Pearce croit le moment venu pour revenir à la charge : Callaghan propose en mars 76 un plan au terme duquel la majorité noire accéderait au pouvoir en deux ans.

Le gouvernement anglais a réduit les délais à cause de la lutte du peuple du Zimbabwe mais son inspiration reste la même : permettre aux colons de Ian Smith de n'être pas chassés du Zimbabwe et surtout conserver leurs intérêts, qu'ils ont si bien préservés en Rhodésie.

G. Carrat



1972 : le peuple de Zimbabwe contre le plan anglais : la police de Smith tirera.

tions de l'Afrique du Sud augmentèrent de 20 % : les compagnies britanniques en Rhodésie continuent de fonctionner par le biais de leurs filiales sud-africaines. Environ 200 à 300 compagnies britanniques ont des intérêts en Rhodésie et leurs avoirs s'élèvent à 200 millions de livres.

mis. En décembre 1971, Alec Douglas-Home, ministre des affaires étrangères signera un accord avec Smith. Une commission, dirigée par Pearce qui soutient le gouvernement rhodésien, sera chargée de recueillir l'avis des différentes parties sur ces accords, qui donneraient au mieux le pouvoir à une majo-

pendance tout de suite et pas dans un siècle. Non seulement la tentative de sauvetage britannique avait échoué, mais en plus elle montrait au grand jour la fragilité de Smith.

LUTTE ARMÉE ET NÉGOCIATIONS

Plusieurs tentatives de di-

(*) Une partie des renseignements utilisés ici sont tirés du livre de Roland Pichon : « Le drame Rhodésien, la résurgence du Zimbabwe » paru aux éditions IDOC, librairie l'Harmattan, 18, rue des quatre-vents 75006-Paris.

TÉLÉVISION

DISCUSSION AVEC UN ASSISTANT RÉALISATEUR

Quotidien du Peuple : Des réalisateurs comme Marcel Bluwal sont connus pour être très proches du PCF. Quel rôle jouent-ils à la télévision ?

— Il y a des émissions qui jouent un rôle de « caution » : les débats (notamment sur A2), et les émissions données aux réalisateurs « de gauche », comme Bluwal ou Lorenzi (« les Rosenberg »).

Que ce soit à la télé, au cinéma ou au théâtre, la bourgeoisie, pour redorer son blason culturel, a très bien compris que le PCF pouvait être gestionnaire momentanément d'une partie des appareils culturels et leur donner un vernis plus moderne qui soit plus facilement acceptable. A la télé, les gens du PCF se bagarrent pour avoir plus de matériel, plus d'équipes, de meilleures conditions de travail : au fond, ils n'ont que des contradictions secondaires avec la direction. Tout en accaparant les sujets comme « Vidocq » (par Bluwal), qui

redonne un cachet romantique à la police. Mais ce qui est encore plus clair, c'est la manière dont ils les font : ils se conduisent avec les travailleurs de la télé exactement comme les autres réalisateurs.

QdP : C'est-à-dire ?

— L'oppression des travailleurs de la télé passe principalement par la division du travail : toi, tu es scénariste, toi, assistant, toi, machiniste, etc... Le grand mythe, c'est « chacun à sa place ». Que font les gens du PCF ? Ils demandent plus de sacrifices aux travailleurs, sous prétexte d'un « sujet de qualité ». Ça ne veut pas dire forcément les faire suer davantage mais plutôt accentuer cette division du travail : « toi, je te choisis car tu es le meilleur cadreur, toi, car tu es le meilleur assistant-cadreur, toi, car tu es le meilleur deuxième assistant-cadreur... et tous ensemble, nous allons faire une émission de gauche ».

QdP : Cette conception permet d'esquiver le problème du contenu...

— Exactement. La lutte principale à mener (que les syndicats ne prennent pas en compte), c'est la lutte sur le contenu. Bien que relativement privilégiés, les travailleurs de la télé ont des revendications communes avec les autres travailleurs sur la division du travail, les salaires aussi. Mais les travailleurs TV ont un rôle spécifique, puisqu'ils contribuent à reproduire le point de vue de la bourgeoisie. La télé est un appareil idéologique, et pour être justes, les luttes doivent poser la question : qui servons-nous, nous travailleurs de la télé, à quoi contribuons-nous dans l'ensemble du fonctionnement de la société française d'aujourd'hui ? Les revendications du PCF : plus de qualité, un peu plus de contenu de gauche camouflent le contenu fondamental d'appareil au service de la bourgeoisie.

LES VIEUX VUS PAR BLUWAL

Vous avez peut-être suivi jeudi 18 mars la dramatique « Mourir au soleil » réalisée par Marcel Bluwal. Ceux qui meurent

lentement au soleil de Nice ce sont les vieux, les retraités qu'une pension

de misère oblige à vivre dans une petite pièce au 6^e étage.

Réquisitoire contre la société capitaliste qui soumet les vieux à la misère et à la solitude ? Non. L'émission nous a proposé au contraire un conflit de générations : notre société serait faite pour les jeunes et pas pour les vieux, par son rythme trépidant, son agitation.

En choisissant un couple de retraités abandonnés par leur fils, c'est encore sur cette contradiction que Bluwal a voulu insister. D'où le parti pris technique de la réalisation « Remplacer (les vieux) dans le temps réel, le temps tel qu'ils le vivent ». Et la caméra suit le retraité pendant tout le temps qu'il met à monter les six étages...

C'est ainsi que Bluwal peut affirmer « J'ai choisi ce sujet, les vieux, parce que je poursuis une réflexion sur le temps ». Voilà de quoi nous faire réfléchir sur la culture révisionniste !

Ce soir FR 3 rediffuse la pièce de Marivaux « le jeu de l'amour et du hasard », réalisée par Marcel Bluwal en 1967. Comme pour la dramatique « mourir au soleil » diffusée le jeudi 18 mars, la presse spécialisée, genre « Télérama » chante les mérites du metteur en scène « prestigieux » M. Bluwal : « choc télévisuel semblable à celui du « Dom Juan » du même auteur », « complète re-création », « grand moment de télévision ». Bluwal est félicité pour avoir « dépoussiéré » la pièce, pour avoir souligné sa modernité : le désir triomphe des convenances sociales, mais en même temps, selon Bluwal lui-même : « les personnages croient qu'ils aiment vraiment, que ça va durer toute la vie. Mais au moment où ils se disent qu'ils s'aiment, nous savons déjà que ça ne durera pas ». Sujet progressiste, paraît-il, à en croire Bluwal : « J'ai voulu mettre un style excessivement rigoureux au service d'une pensée - celle de Marivaux - profondément anticonformiste ». Au dix-huitième siècle certes, mais aujourd'hui ? En tout cas, la télé n'avait pas été avare pour Bluwal : décor naturel (un magnifique château et son parc), des acteurs réputés (J.-P. Cassel, D. Lebrun, Cl. Brasseur).

Une émission « de prestige » donc, que la télé n'a pas hésité à confier à un réalisateur proche du PCF (« L'Humanité » d'hier parle de la « ravissante réalisation » de M. Bluwal !).

Nous avons demandé à un assistant-réalisateur de la télévision de nous parler du rôle que jouent les réalisateurs « de gauche » à la télévision.

DOSSIER

Réforme de l'entreprise

RÉFORMES A LA CHAÎNE

L'HORAIRE A LA CARTE

Le 17 juillet 1974, Giscard mettait en place le «comité pour la réforme de l'entreprise». Un an après, le même comité remettait la conclusion de ses travaux au gouvernement : c'était le rapport Sudreau. Les mesures sur la «revalorisation du travail manuel», comme celles qui doivent être appliquées dans le secteur nationalisé, notamment à Renault et à la SNECMA, s'en inspirent pour l'essentiel. Les thèmes principaux de cette réforme : travail à la carte, élargissement des tâches, en passant par l'enrichissement des postes de travail, sont connus.

Ces mesures permettraient-elles d'améliorer nos conditions de travail ? Pour le savoir, nous sommes allés voir les travailleurs concernés : nous commençons aujourd'hui par le travail à la carte.



L'horaire à la carte ? Les cadences ; les travailleurs se mettent en grève.

LE CHOIX DE L'HORAIRE A LA CARTE

Dans le train de mesures envisagées pour 76, par Giscard, dans le cadre de la «réforme de l'entreprise», se trouve la question de l'horaire à la carte. Jusqu'ici, le système de l'horaire libre était peu étendu et ne concernait, pour l'essentiel, qu'une minorité d'entreprises, notamment les banques et les compagnies d'assurance (12 banques en 1974). Alors pourquoi cette décision ?

Avec l'horaire à la carte, la journée de travail est divisée en différentes périodes ou

«plages». Il y a dans la journée une période dite «fixe», où tout le monde est obligé d'être à son travail en même temps. Pour les banques cela peut être de 9 H à 18 H. Ensuite, il y a deux périodes dites «mobiles» dans lesquelles les travailleurs peuvent choisir leur heure d'arrivée et de départ. Par exemple, il est possible d'arriver entre 8 H et 9 H, et le soir de partir entre 16 H et 18 H, tout ceci à condition que les heures de travail demandées sur un mois soient faites.

Le remède miracle ?

A en croire les théoriciens de la bourgeoisie, ce système doit améliorer à la fois les conditions de travail et de vie des travailleurs.

«Avec l'horaire libre, cesse l'obsession de l'heure fatidique du réveil quotidien quel que soit l'état de fatigue ou les aléas de la santé». Désormais, les travailleurs pourraient goûter un repos plus long le matin, quitte à faire un peu plus le soir !

«Chaque jour, on peut adapter de façon différente l'horaire de travail en fonction de la diversité des obligations personnelles». Bref, les travailleuses vont pouvoir enfin régler la contradiction entre la journée de travail à l'usine et la deuxième qu'elles ont à accomplir à la maison.

«Finie la vie en liberté surveillée, désormais on a le temps de vivre». Tout cela est tiré de «La Vie Politique et Parlementaire».

On croit rêver ! Mais la réalité est-elle semblable ? Pour le savoir, le meilleur moyen était bien sûr d'aller là où l'expérience a déjà été mise en place, c'est-à-dire pour l'essentiel dans les banques et les assurances. Nous sommes allés voir les travailleuses des AGP «La Paternelle» qui, il y a peu, rentraient en lutte.

DÉRIÈRE L'HORAIRE A LA CARTE... LES CADENCES CONTINUENT

Les travailleuses des AGP ont montré en novembre 1975 que, seule, la lutte pouvait améliorer les conditions de travail et faire reculer la bourgeoisie en la matière. Avant leur grève, avec les bienfaits de l'horaire à la carte qu'en était-il de leurs conditions de travail qui, théoriquement, devaient être améliorées ?

«Avant la grève, quand tu discutais avec la direction des conditions de travail, pour elle, l'essentiel, c'était l'im-

mense clarté qu'on avait au 6^e étage, c'était la belle vue que l'on avait sur le Sacré-Cœur. Mais avant la grève, il fallait taper 32 lettres au minimum. C'est beaucoup, c'est énorme. D'autant plus que tu travaillais en audio-visuel, avec un casque sur la tête. L'enregistrement de ce que tu dois taper est très mauvais et cela, on peut t'en parler, puisqu'on appartient au service qui entraîne la plus grande charge de travail en audio-dactylo. Nous-mêmes, on a des disques qui sont en mauvais état. On a

Jacqueline, employée aux AGP, qui connaît le système depuis 1974, nous a parlé de son «temps libre» :

«Avec l'horaire à la carte, normalement, l'avantage,



c'est que tu peux organiser ton temps comme tu veux. Tu peux venir plus tôt le matin, et partir de bonne heure le soir. Tu peux aussi travailler 8 H de plus dans un mois pour avoir une journée de libre le mois suivant. Mais c'est théorique : le problème c'est que si tu veux avoir tes 8 H d'avance, il faut au minimum que pendant 15 jours, le mois avant, tu arrives à 7 H 45, et que tu finisses à 6 H. Avec trois

des appareils qui tombent en panne presque tout le temps. On enregistre dans des conditions épouvantables. Avec les horaires «personnalisés», tu travailles non pas 8 H avec des écouteurs sur les oreilles, mais 9 H. Avant la grève, c'était les crises de nerf, les dépressions nerveuses. Bien sûr, il était interdit de parler, de fumer, tu étais minutée pour les toilettes. Bref, c'était les cadences.» La grève demandait justement la suppression de la prime de rendement.

La réalité quotidienne

quarts d'heure de pause pour manger, ça te fait des journées complètement abrutissantes.»

—Thérèse : «De fait, ça veut dire que tu fais des heures supplémentaires qui ne te sont pas payées.»

obnubilée par ces heures à faire, pour avoir du temps libre. Au début, je me disais, le matin : «Je ne cours plus». Mais finalement, je cours quand même car je veux absolument avoir du temps libre pour m'occuper des enfants, des courses.»

—Une mère de famille : «La seule chose de bien avec ce système, c'est le matin, où tu peux finalement arriver à l'heure que tu as choisie. Mais c'est tout. Si tu veux consacrer une journée aux enfants, pour n'importe quelle raison, il faut que tu aies tes 8 H d'avance. Pour les mères de famille, c'est quasiment impossible.»

La fatigue diminuerait-elle ? Les accidents de trajet aussi ? «En fait d'avoir plus de repos, c'est pire qu'avant ; chaque matin, tu es

«Avant, si tu arrivais en retard à cause de la maladie ou parce que tu ne t'étais pas réveillée le matin, tu arrivais à l'arranger. Mais maintenant, d'office, ils ne veulent plus savoir ce qui s'est passé. Tu as tes heures en moins sur ton compteur. Tu es obligée de récupérer.»

Arlette conclura : «Finalement, avec ce système, tu es esclave. Si tu arrives en retard, tu ne peux t'en prendre qu'à toi. C'est ce qui s'appelle être «responsable». Finalement, on a l'air de te faire des cadeaux, c'est plus subtil en fait.»



Les mesures essentielles du rapport Sudreau

- L'élargissement des tâches
«La restructuration du travail autour des concepts d'élargissement et d'enrichissement : ce doit être une action prioritaire, même si les résultats dans ce domaine exigent un effort de longue durée, mobilisant parfois d'importants investissements».
- L'adaptation des horaires
«Un aménagement aussi souple que possible des horaires doit faciliter l'insertion du travail dans la vie quotidienne des familles et des cités».
- Le travail en équipe semi-autonome
«Menée de façon progressive et constante cette restructuration (des tâches) ouvre la voie à la remise en cause du travail en ligne et à la constitution d'équipes semi-autonomes dans leur organisation».
- La formation permanente
«Il faut que l'appareil public de formation développe aussi des formations longues au bénéfice des travailleurs ayant accompli, pendant plusieurs années, une tâche peu qualifiée et désireux d'exercer un métier plus enrichissant».

«La Réforme de l'Entreprise» (collection 10/18)
Collection «Documentation Française»

On est loin des vertus que la bourgeoisie prête à l'horaire à la carte. Avec ce système, il

UN EXEMPLE

«L'horaire à la carte diminue les accidents de trajet provoqués par la hâte des retardataires» disent les patrons. En fait de les diminuer, il s'agit beaucoup plus de ne pas les reconnaître, comme le montre la lecture du règlement des AGP :

«Il est rappelé qu'en cas d'accident de trajet, il appartient au salarié de fournir par tous les moyens la preuve qu'il se rendait effectivement à son travail. Les heures d'arrivée et de départ durant les plages mobiles n'étant plus enregistrées par l'entreprise, l'accidenté devra faire appel aux témoignages de voisins, de collègues ou de tiers pour apporter cette preuve».

ne s'agit ni plus ni moins que de déplacer dans la journée le moment où les travailleurs devront trimer pendant 8 ou 9 H, le moment où, après une journée de travail épuisante, ils devront faire une ou deux heures de bus ou de métro inconfortables, le moment où les femmes devront s'attaquer, dès la sortie de l'usine, à leur seconde journée de travail. Mais comment pourrait-il en être autrement ? La bourgeoisie prétend s'attaquer à ce qu'elle appelle «les aléas de la vie moderne», en fait la surexploitation, la fatigue croissante, l'épuisement, en faisant bien entendu le silence sur les causes de cette réalité : l'augmentation des cadences, les transports qui allongent toujours plus la journée de travail, les logements dits «sociaux» où il est impossible de se reposer. Avec cette réforme, la bourgeoisie croit, et c'est là le premier but qu'elle poursuit, convaincre les travailleurs de renoncer à leurs revendications véritables : de renoncer à leurs luttes.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Envie d'écrire, de contribuer...

A la suite des articles sur Rhône Poulenc dans le QdP, je me suis improvisée correspondante du journal, et je suis allée voir ce qu'il en était à Albi. Je vous envoie les résultats de mon enquête. (...)

Je vous dis bravo pour le Quotidien ! C'est vraiment un journal qui donne envie d'écrire, de contribuer à le faire. Bravo pour le petit encart en première page du QdP de lundi 29 mars. «L'ordre règne à TF1». C'est important de critiquer les informations de la télé parce que c'est ce que les gens écoutent le plus et puis il faut savoir répondre du tac au tac. Continuez sur cette voie, bon courage !

P. Albi (Tarn)

Une journée plus longue pour les paysans

Finale, ce n'est pas mieux ! Les enfants qui prennent le car de «ramassage» scolaire doivent se lever une heure plus tôt, c'est pénible pour eux, surtout pour les plus jeunes, car le soir on ne se couche pas plus tôt. Pour notre travail, c'est pareil, on doit se lever plus tôt et travailler jusqu'à la nuit quand même.

Ça allonge la journée de travail et elle était déjà assez longue l'été. Le plus mauvais, c'est à midi, on mange trop de bonne heure par rapport au soleil. Quand on sort de table, et qu'il faut aller à la vigne, sur le coup de midi solaire le soleil vous y tue au pied de la souche. Alors qu'avant, on mangeait vers une heure légale et quand on repartait au travail la plus grosse chaleur était passée. Et puis les après midi sont trop longues pour des matinées trop courtes.

D.D. Corr. Gers

COMMUNIQUÉ Réunion de bilan de cheminots

Une réunion de bilan-critique des luttes à la SNCF, à l'initiative des cheminots du P.C.R. (m-l) et Syndicalistes Révolutionnaires de Lyon, aura lieu prochainement. Les camarades intéressés sont invités à se faire connaître dès aujourd'hui et téléphoner au Quotidien à cet effet.

Rebelles MENSUEL DE L'UCJR est sous presse (N° 2)

AU SOMMAIRE, ENTRE AUTRES :

- Préparation des Assemblées de la Jeunesse Ouvrière et Populaire
- Les luttes de la jeunesse des usines, des apprentis. Nombreux témoignages
- Préparation de la 1ère réunion nationale des apprentis révolutionnaires
- Jeunes chômeurs dans le Nord - Reportage
- 10 questions sur les syndicats
- Intox anti-jeunes et répression : nous ne nous laisserons plus faire
- Ecoles : Haby ça suffit
- L'école en Albanie
- Qu'est-ce que l'UCJR
- International : Chili
- Musique : Interview de Servat, Malicorne
- Musique Po(p)licière
- Sport : interview de Dogliani, Cyril Guimart
- Débat sur la famille : 1ère partie, «Des promesses à la réalité»
- 1966 : La Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine
- 1er mai 76 à Paris : Fête de «Rebelles».

40 PAGES ; 3 F 50 - EN COULEUR
PASSEZ VOS COMMANDES

Le journal de l'UCJR, entièrement rédigé par les jeunes communistes est disponible auprès de :

Herment, 57 rue Ordener, 75 018 Paris

Abonnements : 6 mois (6 numéros) : 16 F.

1 ans (12 numéros + hors série) : 30 F

LES PHOTOS DANS LE QUOTIDIEN OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Il y a quelques mois, les lecteurs qui nous donnaient leur point de vue sur la photo dans le journal, disaient : «il y a trop peu de photos dans le journal, et elles se répètent ; une bonne photo peut souvent dire beaucoup de choses. Il faut que vous utilisiez ce moyen de persuasion d'une manière plus large». Et encore : «Il faut qu'avec les photos, «vous colliez» à l'actualité...»

Pour aller dans ce sens, tout en établissant une liaison avec les agences de photos, nous lançons peu de temps après un appel pour que se crée un réseau de correspondants photos. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Il est devenu rare de trouver dans le journal, «l'éternelle photo». D'autre part, les

seau de correspondants dont nous avons besoin. La nécessité de ce réseau se comprend aisément : ce ne sont pas les agences de photos de la bourgeoisie qui peuvent nous fournir de manière conséquente des reportages sur les luttes. Si parfois elles y sont contraintes, parce que la lutte de classes est trop forte pour être ignorée, les photos prises alors reflètent rarement le point de vue du peuple. Hier matin, de nouvelles photos de la lutte de Peugeot-Mandeure nous sont parvenues. Qui aurait pu être le mieux à même de faire un reportage photographique sinon un travailleur de l'usine même ; c'est ce que notre correspondant régional a proposé à l'un des grévistes. C'est ce dernier qui a

faut penser aussi à développer la photo sur des sujets comme le chômage, le logement, la sécurité, la vie dans les quartiers. Il y a les problèmes techniques, bien sûr ; comme nous l'écrivait un lecteur décidé à développer un travail : «entre ce que l'on veut prendre et ce qui sort sur la photo, il y a parfois une grande différence !» C'est sûr, et pour cela, nous commencerons très bientôt dans les colonnes du journal une série de bloc-notes qui traitera de cette question.

Lecteurs et camarades, vous vivez l'exploitation capitaliste, vous êtes au cœur des luttes engagées contre le pouvoir de la bourgeoisie, vous êtes donc les mieux à même de les dépeindre, d'en rendre compte par des photos, ce sont autant de témoignages qui permettront de faire de notre quotidien, un véritable Quotidien du Peuple.

COMMENT ENVOYER LES PHOTOS ET SOUS QUELLE FORME ?

Souvent, nos correspondants envoient leurs épreuves par la poste alors que leurs articles sont téléphonés. Il en résulte donc un décalage qu'il nous faut gommer. D'autre part, l'intérêt d'un fait d'actualité photographié réside dans la rapidité avec laquelle le Quotidien peut s'en saisir. La meilleure façon de nous faire parvenir vos photos est la suivante : par le train, à une gare centrale (Gare de Lyon, Gare de l'Est...) sous la forme d'un envoi «hors-sac» au nom du Quotidien du Peuple et à son adresse. Le mieux étant de ne pas attendre le développement, mais de nous envoyer la bobine, et bien sûr de nous téléphoner afin de nous signaler la gare d'arrivée et l'heure d'envoi ainsi que le contenu des bobines.



Peugeot Baulieu

agences spécialisées nous ont permis de couvrir l'actualité plus largement qu'auparavant.

Et surtout, vous commencez à nous faire parvenir de manière régulière des photos et des négatifs, que vous avez réalisés vous-mêmes. C'est cela bien sûr qui est essentiel car nous nous acheminons vers ce large ré-

réalisé la page photos de lundi. Aujourd'hui, de telles initiatives doivent se multiplier plus largement encore. A l'usine Peugeot, notre quotidien s'est largement vendu et les travailleurs en grève ont été enthousiastes sur cette forme de reportage. Et s'il est aujourd'hui indispensable de joindre toujours une photo à une correspondance de lutte, il

A propos du Concorde

Camarades,

L'article du QdP du 30 sur le Concorde est bon. Pourtant il ne va pas assez loin dans son analyse globale. A mon avis (il faut voir ce côté des choses) Concorde devient un problème international. Oui, la presse bourgeoise essaie d'endormir les travailleurs. Oui, le P.C.F., après avoir «gonflé» les travailleurs sur cette affaire se retrouve dans l'impasse comme d'habitude. L'affaire du Concorde ne fait que commencer.

Camarade, ta lettre pose plusieurs questions. Concorde est-il l'œuvre des ouvriers anglais et français ? D'une certaine façon oui, puisque c'est eux qui l'ont construit. Mais s'ils l'ont produit, les travailleurs n'ont pas eu à se prononcer sur sa conception sur le choix de tel ou tel type d'avion, ils n'ont fait qu'exécuter des plans qui portent la marque du capitalisme. Il est même certain que si les travailleurs avaient le pouvoir, ils auraient décidé la masse d'investissements, d'effort concentrés sur Concorde vers un autre projet profitable directement aux intérêts des masses. On peut donc dire que si Concorde a bien été produit par les ouvriers français et anglais, ce n'est pas véritablement leur œuvre, c'est le même problème pour tout ce qui est produit en système capitaliste.

Les travailleurs français de la SNIAS ont bien bossé avec l'argent du contribuable. Les travailleurs anglais idem. Maintenant que tout le travail non rentable est terminé, les trusts internationaux de l'aviation manœuvrent pour créer des difficultés à Concorde et s'approprient à bon prix du travail exécuté par les ouvriers techniciens français et anglais. Entrer dans l'affaire et exploiter les bénéfices.

Voilà ce qu'il faut dénoncer.

En fonction de cela quel doit être et quel est le point de vue des travailleurs ? Concorde n'est pas leur enfant, le problème de son exploitation commerciale ce n'est pas leur problème. C'est aux impérialismes français et anglais qui en ont été les maîtres d'œuvre de trouver un marché pour Concorde.

Ce que réclament les travailleurs, ce n'est pas le succès de Concorde, c'est le maintien de leur emploi, un succès commercial de Concorde ne

dénoncer la main mise du capitalisme US sur l'aviation internationale. Dénoncer l'impérialisme et la complicité de la bourgeoisie française dans cette affaire. C'est la loi du profit et de l'exploitation du travail d'autrui.

Quant au PCF, malgré son nuage de brouillard dans cette affaire, il voudrait bien que Concorde subisse le même sort que Tupolev et que Tupolev prenne la place de Concorde.

leur rapporterait pas plus.

Le PCF, lui prend la défense de Concorde, c'en est même le meilleur défenseur, parce que c'est un défenseur des intérêts de l'impérialisme français, il fait prévaloir cet intérêt sur ceux de la classe ouvrière. Il tente de faire croire aux travailleurs que leurs intérêts se confondent avec les intérêts de la bourgeoisie impérialiste qui elle, est accusée de mal se défendre. Ce ne saurait être le point de vue des travailleurs !

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 22575 924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

LA RAGE

PANIQUE DANS LA BOURGEOISIE ?

La rage avait presque disparu en Europe. En effet, en 1945, seul un foyer endémique existait en Pologne. Cependant cette maladie progresse lentement vers la France, où elle a pénétré il y a 4 ou 5 ans déjà dans les Vosges et les Ardennes. Aujourd'hui, elle est aux portes de Paris, dans deux ans elle sera à Lyon.

L'animal, « vecteur » de la maladie, c'est-à-dire celui qui l'attrape et la transmet, est le renard. Le renard est un animal « rare » et facilement repérable quand il est enragé ; mais on n'ose pas imaginer ce qui pourrait arriver si la maladie se reportait sur une autre espèce, le rat, si répandu, et si proche de l'homme. Si le rat n'attrape pas la rage, c'est qu'il est extrêmement résistant et que la guerre incessante que lui fait l'homme l'a beaucoup endurci. On peut donc dire que la rage du renard est « bénigne ».

Mais une des règles des épidémies est de se développer grâce aux espèces les plus faciles à contaminer, par leur nombre et leur fragilité. Si l'espèce renard est exterminée presque totalement, il est probable que la maladie s'adaptera à une autre espèce plus nombreuse pour continuer son développement !

QUE FAIRE DEVANT LA RAGE

● L'extermination des renards :

Si l'extermination des renards (enragés) relève du simple bon sens populaire - et les paysans n'ont pas attendu les « mass média »

pour empoigner leurs fusils de chasse -, l'extermination de l'espèce renards est, elle, une folie dangereuse à plusieurs titres.

En effet, comme on l'a vu plus haut, cela risque (à moins d'une extermination simultanée de tous les renards d'Europe sinon du monde) d'acculer la maladie à se réfugier sur une autre espèce.

Cela provoque une dépopulation en renards et crée ainsi une région giboyeuse à souhait pour les renards d'autres régions. Les régions saines qu'on dépeuple en renards sont donc aussitôt repeuplées en renards contaminés, venant des régions voisines !

Cela provoque des spéculations dangereuses : la mise à prix des renards en Allemagne provoque le massacre

des renards sains du sud de la France (qui en regorge). Des bêtes mortes remontent le Rhône et le Rhin par camions entiers pour être vendus à prix fort, tandis que les renards allemands, enragés mais vivants, suivent le chemin inverse pour profiter du magnifique terrain de chasse ainsi créé !

● La vaccination :

Il faut le dire, elle n'est pas au point. Le vaccin français est peu efficace, parce que faiblement dosé, il faut l'injecter. Quant au vaccin américain, plus fort et « efficace » en aérosols (on peut en arroser tous les terriers), risque de donner la rage aux espèces de plus petites tailles.

Quant au vaccin humain, il n'est efficace qu'à 50 %.

● En conclusion :

La rage est loin d'être vaincue. La bourgeoisie paniquée jette de l'huile sur le feu ; elle ferait mieux de se fier à la sagesse populaire et de n'exterminer que les bêtes malades en s'appuyant sur la population : apprenons à reconnaître un renard enragé. Mais peut-être la bourgeoisie hésite-t-elle à donner des fusils aux paysans... !

Quant à la recherche sur la rage, elle bénéficie de peu de crédits et surtout, comme dans tous les domaines, elle est coupée de la réalité et de la riche expérience des masses : en effet, comment toucher tous les renards sains pour les vacciner ? Qui peut le dire mieux que les paysans et les chasseurs ?

Ah, que vienne le pouvoir des ouvriers et des paysans et que la rage étouffe Poncia et toute sa clique d'assassins !

deux sketches : - Tentation (un gamin trouve un portefeuille avec de l'argent, en profite un peu, mais marque toutes ses dépenses), - Le Concert de Violon (un garçon a échangé ses leçons de violon avec un camarade plus frêle qui aime la musique).

CHOK ET CHER (mercredi 7 avril)

- Un jour, la jument des parents de Cher donne naissance à un poulain...

LES AVENTURES DE PINOCCHIO

- Film italien de Luigi Comencini (1972). En français. samedi 3 avril 15 h. 00 dimanche 4 avril 15 h. 00 lundi 5 avril 19 h. 45 mercredi 7 avril 16 h. 30

SOUS LES PAVÉS, LA PLAGE

Allemand d'Helma Sanders (1974) V.O. (1^{re} exclusivité) samedi 3 avril 19 h. 45 dimanche 4 avril 19 h. 45 lundi 5 avril 18 h. 00

FOUS A DELIER

- L'expérience Mario Tomasini à Parme par Marco Bellocchio, Silvano Agosti, Sandro Petraglia, Stefano Rulli (1975 - 130 mn) V.O. (1^{re} exclusivité). mercredi 7 avril 19 h. 30 jeudi 8 avril 19 h. 30 vendredi 9 avril 21 h. 50

le cinématographe

44, cours Suchet 69002 - LYON tél : 37 - 24 - 84 nous communique son programme :

CINÉMA ET ENFANTS

Mardi 6 avril à 21 h. 00 (avec débat) et mercredi 7 à 15 h. 00 - L'Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai présente une quinzaine le cinéma et les enfants (présentée par le Centre National du Cinéma) avec 7 films qui seront projetés aux Ateliers, Canut, Cinématographe, MJC St-Fons et Sully 129, en 35 mm dans les meilleures conditions. Il s'agit de montrer au public des œuvres faites pour lui (à l'étranger, bien sûr) et qui sont d'un intérêt tout autre que les feuilletons présentés à la va-vite, chaque mercredi et chaque samedi, à la télévision.

Nous pouvons organiser chaque jour (matin ou après-midi) sauf le lundi, des séances à la demande pour les groupes ou les écoles. Prix groupe : 3,50 F (possibilité de transport). Enfant individuel : 5 F. Adulte : 8 F. Une séance inaugurale de présentation de la quinzaine aura lieu le mardi 6 avril à 21 h au Cinématographe avec Examen en temps indu (film bulgare - 1974 - 80 mn) composé de

TÉLÉVISION

SAMEDI 3 AVRIL

TF1

18 h 40 - Six minutes pour vous défendre
18 h 50 - Magazine automoto
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La vie des animaux
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Terreur sur le Queen Mary
22 h 00 - Concoursurovision de la chanson
22 h 45 - Journal et fin

A2

18 h 00 - Peplum
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La nuit des Césars
22 h 30 - Dix de der
23 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Festival du court métrage
20 h 30 - Le jeu de l'amour et du hasard
Pièce de Marivaux
22 h 00 - Journal et fin

DIMANCHE 4 AVRIL

TF 1

13 h 20 - Le petit rapporteur
14 h 05 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une
17 h 20 - Sept cols du tonnerre - Film
18 h 45 - Nans le berger
19 h 15 - Les animaux du monde - Chevaux de Camargue

19 h 45 - Journal
20 h 30 - Les granges brûlées - Film de Chapot (1973)
22 h 05 - L'œil en coulisse
23 h 05 - Journal et fin

A2

16 h 15 - Cyclisme : Tour des Flandres
17 h 15 - Monsieur Cinéma
18 h 10 - M.A.S.H.
18 h 50 - Stade 2
19 h 30 - Ring Parade

20 h 00 - Journal
20 h 30 - Système 2
21 h 40 - Les brigades du tigre
22 h 35 - Demain peut-être
23 h 00 - Journal et fin

FR 3

19 h 00 - Hexagonal - A la recherche des frères Lumière
20 h 05 - Deux enfants en Afrique
20 h 30 - Archives du 20^e siècle - John Dos Passos
21 h 30 - Mythologie d'André Masson
22 h 15 - Journal
22 - 30 - Cycle Greta Garbo - Anna Karénine - Film d'E. Golliding (1927)

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

RÉSUMÉ :

Tsiang Kai-chek a été arrêté par l'Armée du Tong-pei. Elle s'allie ouvertement avec l'Armée Rouge, pour former une armée antijaponaise commune.

60^e épisode

LA POLITIQUE DU FRONT COMMUN

UNIR LA NATION CONTRE LE JAPON

Beaucoup de gens présumaient que les communistes, pour se venger des dix années de la guerre impitoyable qu'il leur avait faite, réclameraient la mort de Tsiang Kai-chek et qu'ils profiteraient de l'occasion pour fusionner avec les armées du Tong-pei et du Hsi-pei, agrandir considérablement leur territoire et provoquer Nankin à une grande lutte nouvelle pour le pouvoir. En fait, ils ne firent rien de tel. Ils favorisèrent son seulement un règlement pacifique et la libération de Tsiang Kai-chek, mais également son retour à la tête des affaires à Nankin. Mme Tsiang elle-même dit que « contrairement à ce que l'on croit, la détention du généralissime ne les intéressait pas ». Pourquoi pas ?

Nous avons à plusieurs reprises fait allusion aux demandes présentées par les communistes en faveur de l'arrêt de la guerre civile, de la formation d'un « Front national commun » pour s'opposer au Japon et de la mise en place à Nankin d'une structure politique démocratique. Si ces mots

d'ordre étaient absolument sincères, c'est qu'ils coïncidaient avec la dynamique d'une stratégie que les conditions objectives imposaient aux communistes. A tous égards - économiquement, politiquement, militairement - ils avaient un réel besoin de paix, ils voulaient sincèrement une démocratie pluraliste, représentative pour atteindre leurs buts immédiats. Ils voyaient clairement qu'une telle démocratie était la seule formation satisfaisante au nom de laquelle il était maintenant possible d'unir la nation tout entière en une lutte pour l'indépendance contre le Japon.

LUTTER D'ABORD POUR L'INDÉPENDANCE

Et cette lutte, ils en étaient pleinement convaincus, devait précéder tous nouveaux efforts pour réaliser la révolution sociale en Chine ; elle en était inséparable et devait en fait l'amorcer simultanément. Ils avaient empiriquement appris que devant une menace étrangère qui augurait l'extinction totale de la nation, une guerre révolutionnaire continue, non seulement affaiblirait la force nationale de résistance, mais risquait d'enterrer avec elle les forces potentielles de la révolution même.

« La victoire du mouvement chinois de libération nationale, dit Mao Tsé-toung, sera partie de la victoire du socialisme mondial, car battre l'impérialisme en Chine signifie la destruction d'une de ses bases les plus puissantes. Si la Chine acquiert son indépendance, la révolution mondiale progres-

sera très rapidement. Si notre pays est asservi par l'ennemi, nous perdrons tout. Pour un peuple privé de sa liberté nationale, la tâche révolutionnaire n'est pas le socialisme immédiat, mais la lutte pour l'indépendance. Nous ne pourrions même pas parler de communisme si l'on nous ravit le pays dans lequel nous voulons le mettre en pratique. (1) ».

FIDÉLITÉ A LA LIGNE DE FRONT COMMUN

C'était essentiellement sur les conclusions de cette thèse que les communistes fondaient leurs propositions de paix au Kouomintang avant même l'arrestation du généralissime. Pendant la crise, ils restèrent fidèles à cette ligne de conduite avec une persévérance impressionnante et une objectivité, un manque de passion sans précédent dans les affaires politiques chinoises, fortement personnalisées par tradition. En dépit de toutes les tentations que leur offrait la situation, ils donnèrent une démonstration de discipline de parti qui devrait profondément impressionner tout observateur impartial. Ils reconnurent que le sens capital de Sian était l'occasion qui leur était donnée de démontrer la sincérité de leur programme de Front Commun. Ils n'avaient rien à faire dans l'arrestation de Tsiang Kai-chek. Elle les surprit autant que le reste du pays. Mais ils eurent une grande part dans son dénouement.

Note d'E. Snow

(1) : Propos tenus au cours d'un entretien avec moi à Pao-an. Les italiques sont de moi.

AUX EDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

DJIBOUTI : De notre envoyé spécial J.P. GAY UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE



(6) QUEL PARTI POUR L'INDEPENDANCE ? ..

La L.P.A.I et les revendications du peuple

« Nous en avons fait l'expérience le 11 février dernier. Nous savons qu'il suffit aujourd'hui de 80 minutes pour mobiliser la masse du peuple de Djibouti dans la rue : dans l'entretien qu'il nous accordait voici quelques jours à Djibouti, Ahmed Dini tenait à souligner l'audience de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance dont il est le secrétaire général.

UNE AUDIENCE DE MASSE

Cette audience est aujourd'hui incontestable : lorsqu'on interroge les habitants des quartiers africains, où le badge de la Ligue, avec une main au doigt pointé sur Djibouti, est porté ostensiblement sur la poitrine, la même réponse revient toujours : « Oui, tout le monde est avec la LPAI ».

Chaque soir, dans les quartiers africains de la ville, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants se réunissent devant les annexes de la Ligue. A Ali-Sabieh, à Dikhil, où des annexes de la LPAI ont été ouvertes au début de cette année, nous avons constaté la rapidité de la mobilisation : c'était le lendemain de la fête de la naissance du prophète Mahomet, la population s'était couchée tard dans la nuit, comme il est de coutume à cette occasion mais, ce matin-là, quelques appels lancés dans les rues par les militants de la LPAI, quelques contacts au porte-à-porte pour propager les consignes, ont suffi pour qu'aussitôt des milliers de personnes se rassemblent avec des banderoles : « A bas le colonialisme et ses fantoches », « Nous voulons notre indépendance sans condition ! », et viennent écouter les leaders de la LPAI qui étaient de passage.

A Djibouti, comme dans les cercles de l'intérieur, la jeunesse est particulièrement nombreuse à participer à de tels rassemblements.

DES VIEUX ROUTIERS DE LA POLITIQUE COLONIALE

Comment expliquer cette audience acquise par un parti dont les dirigeants actuels les plus connus, qui sont aussi ses fondateurs, ont longtemps occupé des postes de premier plan dans l'administration mise en place et contrôlée par le colonialisme français et ont

repris le mot d'ordre d'indépendance à peine depuis un an.

AGIR CONTRE AREF

D'abord la LPAI a bénéficié du fait qu'elle est apparue comme la seule formation politique existante, opposée au fantoche Ali Aref en place depuis plus de quinze ans et complètement rejeté par le peuple de Djibouti.

CONTRE LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE

Surtout, sous la pression populaire qui exige de plus en plus le démantèlement de la base militaire française et de toutes les institutions coloniales, les dirigeants de la LPAI, pour ne pas se couper d'un appui populaire, ont admis de reprendre à leur compte, du moins dans leurs déclarations, de telles exigences. Lors-

qu'A Ahmed Dini nous déclare : « A l'heure actuelle, le différend avec la France tient en premier lieu, au départ de sa présence militaire », il rejoint une préoccupation essentielle des masses en se démarquant de l'« indépendance » avec maintien de la base française, préconisée par Aref.

Ceci explique que pour beaucoup de gens, être avec la LPAI aujourd'hui, est devenu synonyme de revendication d'une indépendance véritable, sans conditions.

RÉALISER L'UNITÉ DU PEUPLE DE DJIBOUTI

Une autre raison essentielle de l'audience acquise par la LPAI réside dans l'unité que ce parti réalise entre les deux ethnies du territoire : Afars et Somalis. La LPAI semble avoir cristallisé la volonté du peuple, particulièrement forte dans la jeunesse, de rejeter les contradictions ethniques, tribales, entretenues depuis toujours par le colonialisme et exploitées actuellement avec le chantage auprès des Afars : « S'il n'y a plus Aref et la France, vous serez foulés aux pieds par les Somalis ». Tandis que la population des deux nationalités adhère aujourd'hui à la LPAI, et que les cadres des annexes aussi bien que du comité de direction sont recrutés dans les deux nationalités, les annexes des quartiers ont mis sur pied des « groupes de vigilance », destinés à déjouer les provocations qui visent à susciter des affrontements entre Afars et Somalis, provocations du genre de celle de mai 75 où Aref en personne vint haranguer les dockers d'Arhiba pour qu'ils s'entre-tuent avec les Somalis du quartier 7. Dans les réunions publiques de la LPAI auxquelles nous avons assisté, les discours des dirigeants dénonçaient fermement les divisions ethniques et tribales et invitaient les deux ethnies, représentées dans les rassemblements, à rester au coude à coude pour revendiquer l'indépendance.

INDEPENDANCE SANS ANNEXION

Lorsqu'A. Dini déclare : « Au nom de la LPAI, on peut dire que nous ne voulons ni la base américaine par l'Éthiopie interposée, ni la base soviétique par la Somalie interposée, ni la base française par Aref interposée », si on peut estimer que l'analyse faite sur les pays voisins est un peu mécanique, il reste en tout cas qu'il répond au souci que nous avons largement rencontré dans la population : « Nous voulons l'indépendance du territoire, sans être annexé par quiconque. Pour la réunification du peuple somali et celle du peuple afar, c'est après l'indépendance que la population du territoire aura à s'auto-déterminer ».

Nombre de jeunes qui ont rejoint la LPAI sont loin d'accorder une confiance aveugle dans ses dirigeants dont ils craignent les louvoiements avec le risque de céder aux conditions de la France. Mais ils considèrent qu'en s'organisant massivement depuis un peu moins d'un an avec la LPAI, le peuple de Djibouti modifie la nature même de cette organisation qui se réduisait à un petit comité de personnalités ayant pour seul objectif d'avoir plus de sièges dans l'administration coloniale. « La LPAI ne guide pas le peuple, aujourd'hui c'est le peuple qui guide la LPAI », entend-on dire ici.

(à suivre)



Rassemblement devant une annexe de la LPAI : réaliser l'unité du peuple pour l'indépendance.

dans les annexes...

Quartier n° 6, le 17 mars, à 9 h du soir : comme chaque soir se tient un rassemblement public devant l'annexe de la LPAI. Les annexes ont été créées à partir d'août 75 dans chaque quartier, elles servent à mobiliser plus régulièrement la population, à recueillir des informations sur les problèmes du quartier (exemple : provocations pour déclencher des conflits ethniques) et à transmettre des informations sur la situation générale, elles sont la structure qui donne réellement vie aujourd'hui à la LPAI. La jeunesse se rassemble nombreuse dans les annexes pour discuter de la situation, organiser des réunions, préparer les manifestations comme celle du 11 février dernier. Les réunions publiques avaient dû être interrompues avec le couvre-feu.

Au quartier 6, devant le local de l'annexe, dans les ruelles adjacentes, environ 300 personnes sont réunies, les femmes forment une bonne moitié de l'assistance, certaines viennent acheter leur carte d'adhésion. Des prises de parole de militants qui animent l'annexe vont se succéder. Le point est fait sur la répression : on évoque les pressions exercées dans les cercles de l'intérieur pour obliger les gens à adhérer à l'UNI, etc... les séquestrations dans les « villas » de la gendarmerie... « Malgré ces crimes, il faut continuer la lutte, c'est une lutte de libération nationale. Le colonialisme veut continuer à nous exploiter. Il maintient la famine, aussi bien physique qu'intellectuelle, pour continuer à nous dominer. Mais, cela ne nous arrêtera pas, au

contraire. Nous sommes un peuple fier ».

A plusieurs reprises, des groupes de jeunes, garçons et filles chantent : « Plus de 100 ans colonisés, ça suffit, colon, il est temps que tu partes, sinon tant pis pour toi... Nous savons que le colonialisme veut s'imposer. S'il s'accroche, nous sommes prêts à prendre le fusil... Il faut chasser le colonialisme. Il faut que la jeunesse soit à l'avant-garde de cette lutte. Ce que nous voulons c'est l'unité de tout notre peuple ».

Des interventions évoquent les succès de la lutte dans les anciennes colonies portugaises.

L'ÉVOLUTION DE LA L.P.A.I

Les collaborateurs du journal « Iftin » (« la lumière » en langue somali) qui, l'an dernier, lançaient le mot d'ordre d'indépendance sans la France, tandis que le procès de son directeur donnait lieu à des manifestations populaires, en plein Djibouti, nous ont donné leur point de vue sur l'évolution de la LPAI dont ils sont actuellement des militants actifs.

« Assurément, les dirigeants actuels de la LPAI ont collaboré de longue date avec la France, avant, puis avec Aref. A certains moments, comme en 66, vu l'ampleur du mouvement de masse, ils ont interrompu cette collaboration mais l'ont reprise activement.

En 72, « l'Union Populaire Africaine » d'Hassan Gouled et la « Ligue pour l'avenir et l'ordre » d'A Ahmed Dini fusionnèrent pour former la « Ligue Populaire Africaine » (LPAI), dont le seul objectif est d'évincer Aref et de prendre sa place à la tête de l'administration. La LPAI n'est

qu'un comité de notables sans implantation dans les masses.

La montée du sentiment patriotique dans la jeunesse contraignit les dirigeants de la LPAI, à admettre pour les élections de 73, des jeunes militants nationalistes sur leurs listes. Mais l'administration coloniale fait barrage avec ses truquages électoraux : les leaders de la LPAI s'inquiètent d'être aussi facilement éliminés.

En novembre 74, la LPAI adopte le mot d'ordre : « Libération du territoire dans l'ensemble français ». Ce n'est qu'en mai 75 que la LPAI prend plus nettement position pour l'indépendance. La LPAI devient la LPAI. Dans une perspective électorale, les leaders de cette organisation s'alignent sur les exigences de la population, de plus en plus décidée, ils s'en rendent compte, à imposer une indépendance immédiate et inconditionnelle.

En juin 75, lorsque les dirigeants LPAI ont été reçus par les autorités françaises, le danger était grand qu'ils reculent et acceptent la conciliation avec les positions françaises. La France n'a pas su saisir l'occasion et s'est entêtée dans le soutien exclusif à Aref, alors qu'au début de l'année 75, les leaders de la LPAI n'avançaient pas les exigences telles que le retrait des troupes françaises, la destruction des institutions coloniales. Ces exigences, ils les ont reprises à leur compte, lors du sommet de l'OUA à Kampala en août, alors que le mécontentement du peuple de Djibouti se développait face à l'intransigeance du gouvernement français.

C'est dans ces conditions, sans que la direction de la LPAI ait elle-même pris l'initiative d'une activité de masse, que les masses populaires se sont portées vers la LPAI. Et c'est pourquoi nous travaillons à l'intérieur, afin d'empêcher le succès d'une solution néo-coloniale qui associerait les dirigeants de la LPAI ».